

SANTÉ

Sous les bombes:
le sort des blessés en Irak ne tient qu'à un fil

Page B 8

LE DEVOIR

CABIER
B

PERSPECTIVES

Le Québec aux urnes

Changement de décor

Le débat des chefs aura été un tournant dans la campagne

Le résultat des élections de 1998 avait tout simplement cristallisé la situation issue à la fois des élections de 1994 et du référendum de 1995. Les Québécois avaient alors choisi de maintenir le PQ au pouvoir tout en s'assurant qu'il ne puisse en faire plus qu'offrir un «bon gouvernement» provincial.

Si Jacques Parizeau était resté en poste après le référendum, il y a fort à parier que les libéraux l'auraient emporté, mais les Québécois avaient trop aimé Lucien Bouchard pour ne pas vouloir voter pour lui au moins une fois, malgré les très dures compressions budgétaires qu'il leur a imposées pour atteindre le déficit zéro.

La victoire de 1998 était une sorte de prix de consolation, comme celui qu'ils avaient offert à René Lévesque en 1981. De toute manière, Jean Charest ne faisait pas le poids devant Bouchard. Pas plus que Claude Ryan face à René Lévesque.

Une victoire péquiste, lundi soir, ne ferait que perpétuer le cul-de-sac des dernières années. Jusqu'au débat télévisé du 31 mars, la population semblait résignée à s'en accommoder dans la mesure où la méfiance à l'endroit de Jean Charest l'emportait sur son désir de changement et où l'ADQ démontrait un peu plus chaque jour son inaptitude à gouverner. Les Québécois ne sont pas disposés à bazarder l'héritage de la Révolution tranquille. Ils souhaitent simplement un changement de décor.

Si M. Charest devient premier ministre, comme le laissent prévoir les derniers sondages, il faudra ajouter ce débat à la courte liste de ceux qui ont bouleversé le cours d'une campagne électorale.

Il est vrai que les sondages se sont souvent trompés au cours des dernières années, mais ce serait bien la première fois qu'ils sous-estiment le vote péquiste.

Il reste à voir l'effet qu'ils auront sur l'électorat. L'effet *bandwagon*, qui en pousse plusieurs à se ranger dans le camp du vainqueur présumé, est bien connu, mais la perspective d'un gouvernement libéral mènera peut-être certains souverainistes à surmonter leur scepticisme à l'endroit de l'union confédérale de Bernard Landry. D'autres, au contraire, pourraient décider qu'ils n'ont plus rien à perdre à laisser libre cours à leurs sympathies de gauche et voter UFP. Dans Mercier, par exemple.



Michel David

Un excès de confiance de la part des électeurs libéraux paraît moins probable dans la mesure où l'organisation du PLQ a toujours réussi à «faire sortir le vote», même quand la victoire semblait plus assurée qu'elle l'est à l'heure actuelle.

La preuve par l'absurde

Après avoir vu la mort de près à la suite des élections partielles du 17 juin 2002, les militants péquistes ont été littéralement transportés au cours des derniers mois par la perspective d'un véritable miracle. Une défaite serait d'autant plus amère, mais plusieurs avaient déjà commencé à se faire à l'idée qu'un retour dans l'opposition pouvait aussi comporter des avantages.

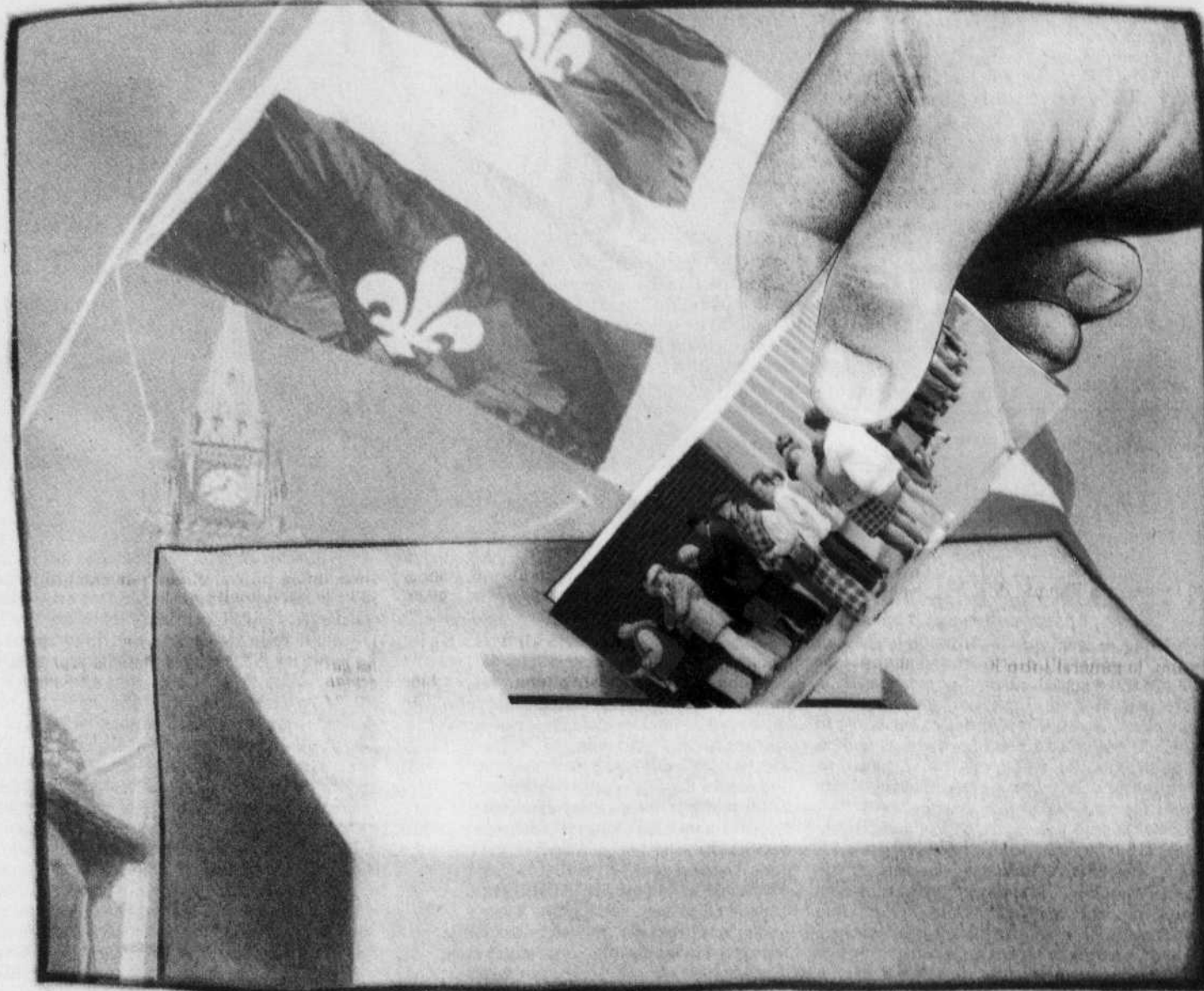
Le dernier sondage Léger Marketing-Le Devoir indique que 65 % des partisans péquistes ne croient pas à la tenue d'un référendum sur la souveraineté au cours d'un éventuel prochain mandat, et la possibilité que le PQ en obtienne un quatrième de suite est pour le moins incertaine.

M. Landry aurait beau présenter le plus beau «plan de transition vers la souveraineté», plusieurs estiment que Jean Charest, comme Robert Bourassa avant lui, demeure le plus apte à refaire la preuve par l'absurde qu'il est impossible de renouveler le fédéralisme canadien dans le sens des aspirations du Québec.

Le professeur que M. Landry s'est toujours flatté d'être ne nierait sûrement pas les vertus pédagogiques de la répétition. À ceux qui lui reprochaient de répéter continuellement à quel point son bilan était bon, il expliquait que la population finirait bien par le croire. Il aura d'ailleurs eu raison, même si ça ne suffisait pas à le faire réélire.

Déjà, le modeste bureau sur le déséquilibre fiscal, dont M. Charest a proposé la création, suscite des réserves dans les autres provinces. Qu'est-ce que ce sera quand il s'agira de mettre sur pied un conseil de la fédération, comme le recommande le rapport Pelletier?

Le chef du PLQ croit sincèrement que sa connaissance intime du Canada anglais et les relations étroites qu'il a pu établir avec ses dirigeants lui confèrent un avantage que ses prédécesseurs n'avaient pas. L'arrivée de Paul Martin contribuera sans doute à améliorer le ton des discussions, mais elle ne résoudra pas le problème de fond, auquel M. Charest devra faire face tôt ou tard, peu importe les arrangements de nature administrative qu'il pourrait conclure: le reste du pays n'acceptera jamais de reconnaître au Québec un statut de nation associée, sans lequel la souveraineté demeurera une tentation permanente.



Les leçons du passé

S'il peut éviter de s'enliser dans les défusions, M. Charest jouira néanmoins d'un certain répit. Après les élections de 1985, les chicanes au PQ, qui ont culminé dans le putsch contre Pierre Marc Johnson, ont valu deux années de relative tranquillité aux libéraux de Robert Bourassa.

Il semble douteux que la paix signée au conseil national de Gatineau, en septembre dernier, puisse être maintenue. Les péquistes se sont serrés les coudes à l'approche des élections, mais plusieurs estiment urgent de stopper la dérive vers l'union confédérale, dont parle continuellement M. Landry, sans jamais en préciser les contours.

Immanquablement, un retour dans l'opposition ranimerait le vieux débat entre radicaux et modérés, lointains héritiers du RIN et du MSA, qui rythme la vie du PQ depuis sa fondation. Aucun des aspirants officieux à la succession de M. Landry, que ce soit Pauline Marois, François Legault ou André Boisclair, ne fait partie de l'école des «impatiens», mais ils devront composer avec eux.

Il ne faudrait surtout pas croire que la récente mésaventure de Jacques Parizeau, dont l'irruption dans la campagne a peut-être été le point tournant, va le rendre plus discret. Aux yeux de plusieurs, il demeure le chef spirituel du PQ.

C'est la résurgence du débat linguistique, centré à l'époque sur la question de l'affichage, qui a permis au PQ de reprendre l'offensive

après la défaite de 1985. Depuis plus de 30 ans, le phénomène est cyclique: quand le PQ se retrouve dans l'opposition, une application politique du principe des vases communicants fait en sorte que la langue sert d'exutoire au trop plein d'énergie qui ne peut être consacré à la promotion de la souveraineté. La question linguistique a été totalement absente de la campagne qui s'achève, mais les défusions offriront au PQ une occasion en or de la remettre à l'ordre du jour.

Au suivant...

Partir sur une défaite n'est jamais très réjouissant, mais il y a tout de même des degrés dans la tristesse. La semaine dernière, M. Charest confiait n'avoir aucune difficulté à entrevoir un avenir heureux, en dehors de la politique, mais il n'a jamais prévu la quitter à 44 ans, sans avoir jamais rien gagné.

En 1998, plusieurs étaient d'avis qu'il devait partir, mais personne n'était en mesure de lui forcer la main. Et pour le remplacer par qui? Si, contre toute attente, le PQ l'emportait lundi, M. Charest ne trahira pas longtemps dans le paysage. Une défaite dans son comté lui faciliterait même les choses, comme ce fut le cas de Robert Bourassa en 1976.

M. Landry a déjà une carrière exceptionnelle derrière lui. À défaut de faire la souveraineté, il a réalisé son ambition de devenir premier ministre. Il pourra partir avec la satisfaction d'avoir sauvé son parti d'un naufrage qui risquait de

l'emporter corps et biens, sachant surtout que le mouvement souverainiste demeure bien vivant.

Contrairement à M. Charest, on le laissera choisir son heure. Un choix lourd de conséquences: un départ plus hâtif donnerait à Pauline Marois, qui a déjà une longueur d'avance, une sérieuse option sur sa succession. Plus M. Landry s'attarderait, plus les chances de François Legault augmenteraient.

Quand il a lui-même succédé à Lucien Bouchard, il a clairement laissé entendre qu'il favoriserait Mme Marois quand viendrait son tour de partir. En lui confiant la direction de l'organisation, il lui a permis d'accroître son emprise sur le parti. Dans les semaines qui ont précédé le déclenchement des élections, elle a multiplié les rencontres avec les dirigeants locaux et régionaux. Même des partisans de François Legault ont reconnu avoir été impressionnés par le dynamisme de Mme Marois.

Si le PQ est battu, la course au leadership commencera dès mardi matin, et elle sera sans merci. On a fait une trêve pour la durée de la campagne, mais il n'y a aucune amitié entre la vice-première ministre et son collègue de l'Éducation. La campagne n'était pas encore commencée que les partisans de Mme Marois reprochaient déjà à M. Legault de ne pas assumer pleinement les responsabilités qui lui incombaient à titre de responsable du financement.

L'avenir de Mario

Mario Dumont n'oubliera jamais le calvaire qu'il a vécu au cours des dernières semaines. Après les espoirs qu'avaient fait naître les élections partielles du 17 juin, la déception sera immense, mais il aura beaucoup appris.

Selon les résultats de lundi, il aura tout le loisir de décider s'il a envie de continuer ou s'il ne serait pas mieux de s'absenter quelque temps. De toute manière, son poste ne sera pas très convoité.

Il se peut toujours qu'un extraordinaire concours de circonstances lui confère la balance du pouvoir, mais c'est à se demander si ce serait un bon service à lui rendre. Au delà de son programme et des ratés de son organisation, la campagne a révélé des lacunes intellectuelles que le chef de l'ADQ aurait intérêt à combler. Trop occupé à faire de la politique, presque depuis l'adolescence, il n'a peut-être pas suffisamment pris le temps de réfléchir, préférant emprunter des idées toutes faites à ceux qui font métier de penser.

Se ressourcer n'a d'ailleurs rien de déshonorant. C'est ce qu'ont fait tour à tour Robert Bourassa et Bernard Landry, ce qui leur a permis de connaître une deuxième carrière encore plus brillante que la première. Les Québécois n'ont pas rejeté celui qu'ils continuent affectueusement d'appeler Mario. Ils ont simplement jugé qu'il n'était pas prêt. À 32 ans, il a tout le temps d'attendre et de préparer des jours meilleurs.

mdavid@ledevoir.com



Bernard Landry



Jean Charest

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

• PERSPECTIVES •

La campagne du PLQ

Le chef devenu star

Le débat a complètement changé la perception qu'ont les militants libéraux de Jean Charest

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Tout juste avant le déclenchement des élections, Jean-Luc Benoit, l'attaché de presse de Mario Dumont, faisait cette prédiction: Jean Charest en arrachera durant la campagne électorale parce qu'il est nettement moins populaire que son parti et qu'il représente un boulet dans les circonscriptions francophones pour les candidats libéraux, qui préféreront se montrer avec lui le moins souvent possible.

Or, s'il y a une chose qui a changé avec le débat des chefs, c'est bien la perception que les militants libéraux ont de Jean Charest. Il est devenu une star au sein de son propre parti, ce que cinq ans de travail inlassable depuis 1998, pour reprendre un thème que le chef libéral martèle depuis le 11 mars, ne lui avait pas permis de faire.

«Le magnifique Jean Charest», a lancé cette semaine la candidate libérale Carole Majeau dans Berthier devant une centaine de partisans enthousiastes lors du passage du chef libéral dans ses locaux électoraux. «Jean Charest le Magnifique», qui eût cru il y a quelques semaines à peine qu'on puisse un jour accoler cet épithète à ce mal-aimé de la politique québécoise.

A la permanence libérale de Montréal, les demandes pour obtenir des affiches de Jean Charest affluent de tous les coins du Québec, un signe indéniable qu'il est devenu un atout pour son parti. «Le lendemain du débat, il est devenu la locomotive du parti», souligne son chef de cabinet, Ronald Poupart.

S'il est vrai que la guerre en Irak a presque totalement éclipsé la campagne électorale, il s'est tout de même produit une accalmie sur le front irakien dans les jours entourant le débat alors que les troupes anglo-américaines progressaient à pas de tortue. Deux millions de Québécois ont regardé le débat — *Star Académie* et la dernière de *Un gars, une fille* ont servi de locomotives, entraînant avec elles leurs cotes d'écoute. C'est alors que les électeurs ont pris la mesure, en accéléré, des enjeux de la campagne.

Les défusions

D'entrée de jeu, en se déclarant en faveur des nouvelles villes, Jean Charest a réussi à désamorcer en partie la bombe que représente la position libérale sur les défusions. Non sans habileté d'ailleurs puisque cette position n'a pas changé d'un iota. Le chef libéral a dû admettre cette semaine, dans une entrevue accordée à Paul Arcand, que, oui, Hampstead pourrait redevenir une enclave au cœur de Montréal et que Saint-Bruno pourrait se détacher de Longueuil. Mais il fut aidé aussi par Bernard Landry, qui a omis de soulever la question des défusions durant le débat. Il était «une heure plus tard dans les Maritimes» quand le chef péquiste a tenté, deux jours après, de raviver cette controverse.

Plus important encore, c'est un véritable coup de Jarnac que Jean Charest a donné à Bernard Landry en utilisant — non sans malice mais n'est-ce pas de bonne guerre? — les propos de Jacques Parizeau sur l'argent et le vote ethnique. Un quitte ou double risqué puisqu'il ne se fiait qu'à une dépêche imprécise de Cyberpresse qui ne citait pas l'ancien



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les demandes d'affiches de Jean Charest affluent.

chef péquiste dans le texte. Mais il a remporté son pari en déstabilisant son adversaire péquiste.

Dès le lendemain de cette joute oratoire où il s'est montré nettement le plus efficace des trois chefs, Jean Charest fut accueilli en héros par ses troupes. Pas une assemblée qui ne commençait par la mention spontanée de son «extraordinaire performance» au débat. Devant ses militants, la seule évocation de Jacques Parizeau par le chef libéral soulevait rires, huées et applaudissements. Tel un bonhomme sept heures devenu risible parce qu'il ne fait plus peur, l'ancien premier ministre était devenu un objet de raillerie dont Jean Charest faisait ses choux gras.

Au grand rassemblement à l'ancienne gare Windsor de Montréal le lendemain du débat, Jean Charest n'en revenait pas de l'accueil qui

lui était réservé, a-t-il confié à ceux qui l'entouraient sur la scène. On attendait 2000 personnes, il en est venu 3000, autant de militants entassés et gonflés à bloc. À Trois-Rivières cette semaine, la salle qui pouvait accueillir 300 personnes n'a pas suffi et les organisateurs ont dû installer un écran dans une salle attenante pour qu'on puisse suivre le discours du chef.

Ni les attaques tardives de Bernard Landry sur les défusions, ni l'imperfection de son cadre financier, qu'il a lui-même reconnue et qu'un économiste du Conference Board a fait ressortir, ni la popularité de la semaine de quatre jours que le chef libéral a

tenté de récupérer n'ont entamé la lente et irrésistible remontée du PLQ. Cette remontée s'explique d'ailleurs en grande partie par la déconfiture de l'ADQ, qui a perdu six points depuis le

début de la campagne tandis que le PLQ progressait d'autant, fait valoir le sondeur Jean-Marc Léger. Si le Parti québécois avait fait le plein des électeurs qui désertaient l'ADQ dans les mois qui ont précédé la campagne, c'est le PLQ qui en a profité par la suite.

Jeudi, à 17h40, dans les bureaux de la permanence du PLQ à Montréal, c'est «un tonnerre d'applaudissements» qui a accueilli les résultats du dernier sondage diffusé par TVA, confie-t-on. Pour la première fois, les libéraux entendent une nette victoire plutôt qu'un résultat serré le 14 avril.

Pour la première fois de la campagne, aussi, le chef libéral est choisi, dans le dernier sondage Crop d'hier, comme celui à qui la population fait le plus confiance pour diriger le Québec. C'est tout un revirement. Depuis le débat, nombre d'électeurs trouvent désormais que Jean Charest ne ferait pas un si mauvais premier ministre du Québec après tout.

En cas de victoire...

Le comité de transition prépare l'après-élection

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Tandis que Jean Charest se lance dans un blitz qui lui fera visiter 16 comtés pendant les deux derniers jours de la campagne, le comité de transition du Parti libéral à Montréal s'affaire à préparer l'accession au pouvoir des libéraux.

Cela fait longtemps que le PLQ se prépare

au pouvoir. Présidé par Raymond Garneau, l'ancien ministre des Finances du gouvernement Bourassa dans les années 70, ce comité a été formé il y a un an. Quand Jean Charest dit que lui et son parti sont prêts, il faut le croire. En fait, c'est à une défaite qu'ils ne sont pas préparés.

Outre Raymond Garneau, on retrouve dans ce comité de transition Ronald Poupart, chef de cabinet de Jean Charest, Mario Lavoie, di-

recteur de la recherche de l'aile parlementaire du parti, et Luc Bastien, président de la firme d'affaires publiques Contrefort. M. Bastien est un proche de Raymond Garneau, dont il a été le conseiller politique dans les années 70.

Ce week-end, le comité de transition planche sur le discours que prononcera Jean Charest à Sherbrooke si son parti remporte la victoire lundi.

Comme c'est l'usage, ce discours se voudra rassembleur. Déjà, à la fin de la campagne électorale, le chef libéral proposait «un gouvernement rassembleur» et invitait même les souverainistes à voter libéral s'ils souhaitaient un changement de gouvernement.

Si les libéraux sont appelés à former le gouvernement, la passation des pouvoirs se fera dans les huit à dix jours suivant la soirée électorale dans le meilleur des cas et dans 16 à 17 jours au plus tard, signale Ronald Poupart.

D'ici là, le comité de transition, toujours dans l'hypothèse où les libéraux remporteraient la victoire, a du pain sur la planche. Il doit établir une liste du personnel politique qui sera embauché. Le comité travaille déjà sur la structure d'un nouveau gouvernement libéral. Jean Charest a promis de réduire le nombre de ministres et de secrétaires d'État, qui étaient au nombre de 36 dans le dernier gouvernement Landry. L'hypothèse étudiée veut qu'on réduise le nombre de ministres à une petite vingtaine. Le comité fournira des recommandations sur la pertinence de conserver les postes de ministre délégué et de secrétaire d'État. Le chef libéral veut aussi diminuer le nombre de ministères et recentrer les missions de l'État autour de quatre axes principaux: la santé, l'éducation, la prospérité et la sécurité.

Tout de suite après la passation des pouvoirs, Jean Charest dévoilera la composition de son cabinet et prononcera son message inaugural, qui donnera le coup d'envoi à la session parlementaire. Un gouvernement libéral jettera à la poubelle le dernier budget Marois, déposé le 11 mars mais qui n'a pas été adopté, afin de présenter immédiatement un nouveau budget dans lequel certaines mesures promises par les libéraux, parmi les moins coûteuses, trouveront place. Les nouvelles dépenses en santé annoncées par Mme

Marois et par le président du Conseil du trésor, Joseph Facal, seront reconduites sans modifications significatives. Ce nouveau budget devra se conformer aux paramètres financiers établis dans le budget Marois; ce n'est qu'en mars 2004 que les libéraux pourront présenter un budget qui portera leur marque.

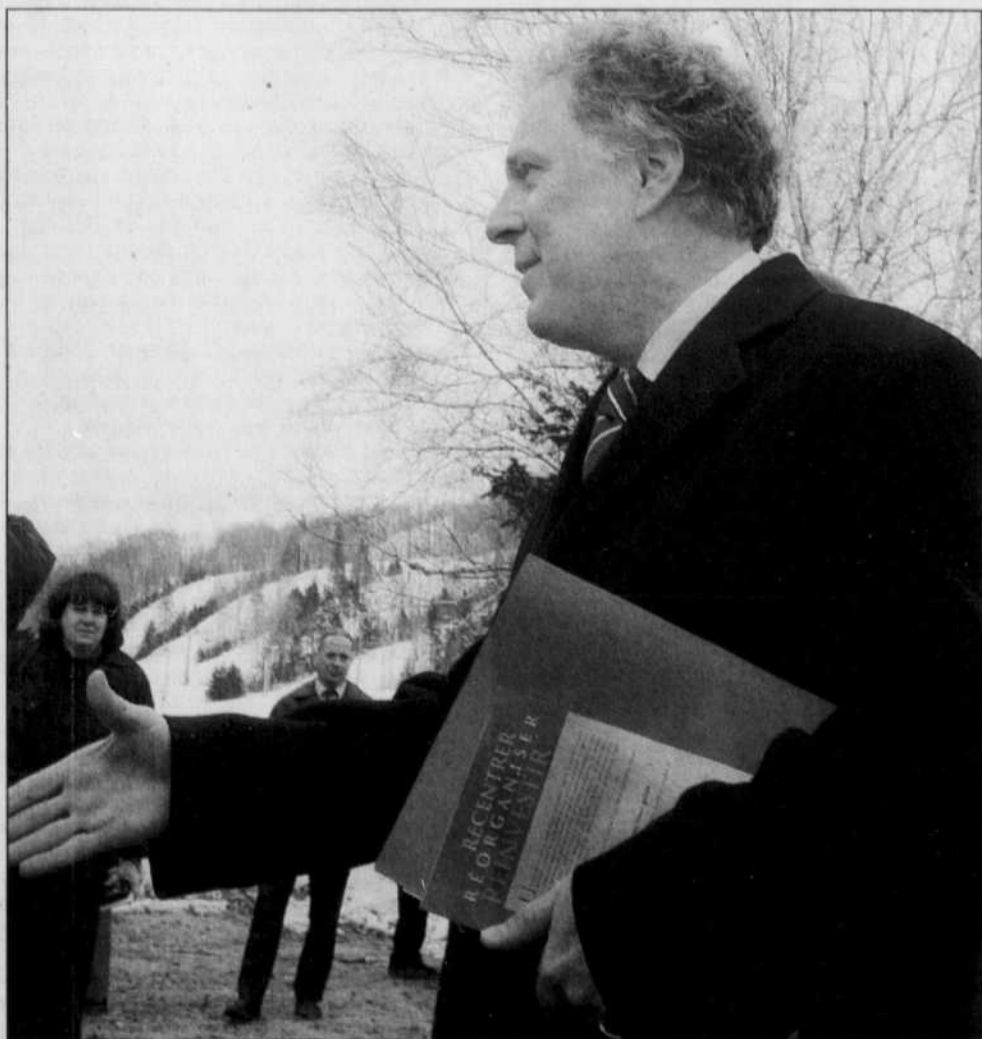
D'entrée de jeu, Jean Charest nommera la personne qui sera chargée de procéder à la révision du fonctionnement de l'État, à l'exemple de Jean Chrétien, qui avait confié à Marcel Massé, un haut fonctionnaire devenu ministre, la responsabilité de réformer la fonction publique fédérale au début des années 90.

Le plan de révision du fonctionnement et des structures étatiques sera prêt au cours de la première année du mandat d'un nouveau gouvernement Charest. Rappelons que dès 2004, le budget global de tous les ministères, hormis les ministères de la Santé et de l'Éducation, sera gelé à son niveau actuel de 16 milliards de dollars.

Dans les semaines qui suivront la prise de pouvoir, Jean Charest a promis de créer un bureau de négociations sur le déséquilibre fiscal. Il sera basé à Québec, a précisé le chef libéral pendant la campagne. Ce bureau tentera de rallier toutes les autres provinces en vue d'une offensive concertée visant à convaincre le gouvernement fédéral de revoir tous les arrangements financiers avec les provinces. L'idée de ce bureau a déjà été reçue froidement par le gouvernement de l'Ontario.

«Je pense que la dernière chose que les premiers ministres veulent, c'est créer un autre niveau de bureaucratie» pour négocier avec Ottawa alors que les conférences fédérales-provinciales des premiers ministres existent déjà, a livré au *Toronto Star* cette semaine Paul Demers, conseiller du premier ministre Ernie Eves en matière d'affaires intergouvernementales. Une telle position augure mal pour le conseil de la fédération que Jean Charest veut instaurer.

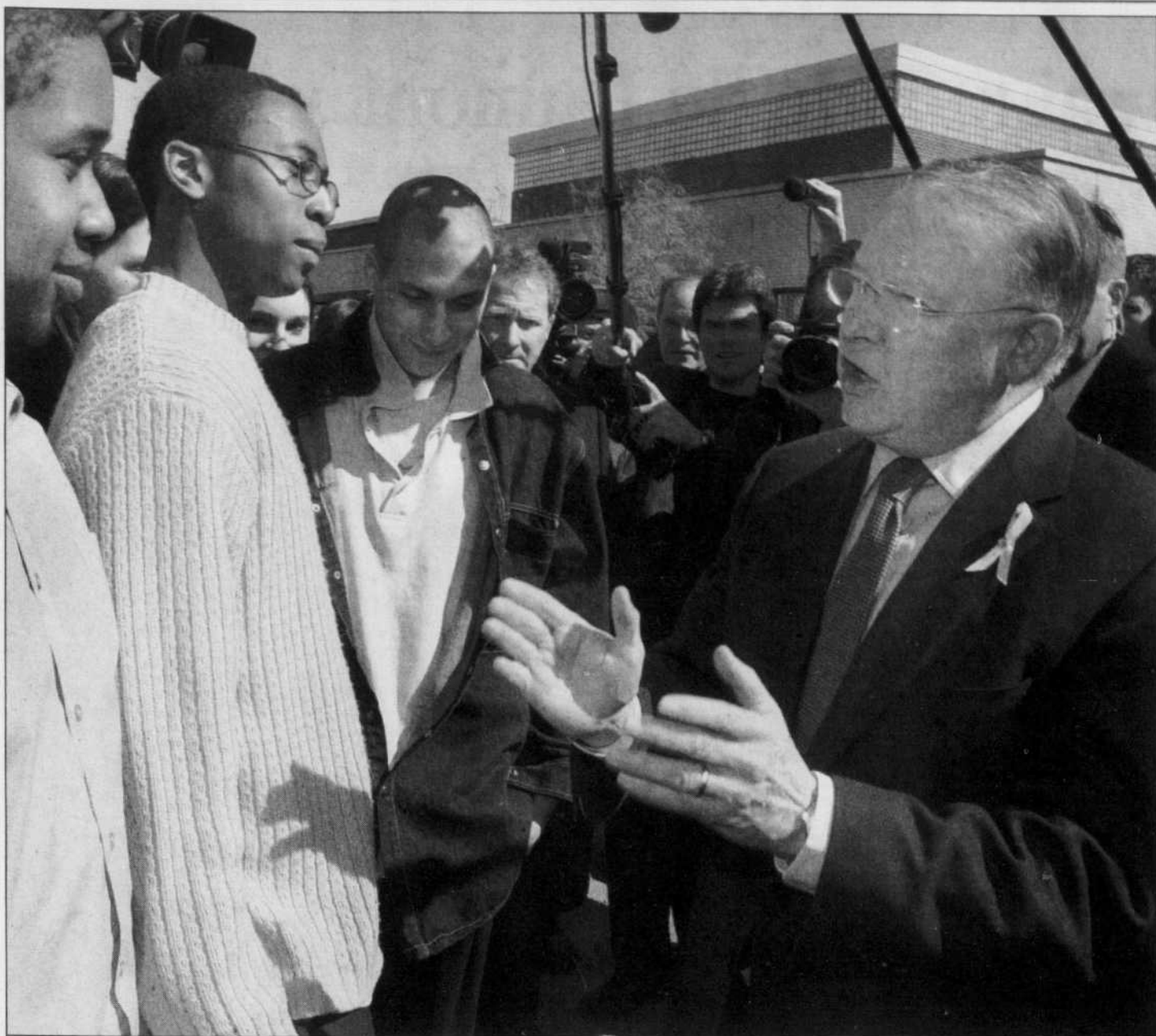
A quand la loi-cadre sur les défusions? Question sensible à laquelle Jean Charest, s'il devient premier ministre, devra répondre dans son message inaugural. Parions que cette loi-cadre attendra. En effet, pourquoi gâcher la fête?



Jean Charest en campagne.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

• PERSPECTIVES •



La première moitié de la campagne a consisté à révéler les idées du Parti québécois. La seconde a pris la forme d'une attaque en règle contre les engagements du Parti libéral.

La campagne du PQ

Bernard Landry est inquiet

Le nouveau mantra du Parti québécois : faire sortir le vote

TOMMY CHOUINARD
LE DEVOIR

Le Parti québécois a lancé hier l'opération «Fierté». Le principe est simple: lancer un défi aux militants pour gagner des points. Un message audiophonique, enregistré hier matin par le premier ministre Bernard Landry — au moment même où ont été publiés des sondages qui lui sont défavorables — et envoyé aux 125 comités électoraux du Parti québécois, invite chaque militant à convaincre au moins trois indécis de se convertir au PQ ou alors, à tout le moins, de se rendre aux urnes lundi. Aucun prix n'est attribué au militant le plus assidu, sauf, bien entendu, une victoire de son parti. Si, et seulement si cet appel au vote porte fruits.

Faire sortir le vote, voilà le nouveau mantra du Parti québécois, l'élément déterminant identifié par le parti pour remporter le scrutin du 14 avril. Jamais ce cliché de la politique n'aura d'ailleurs été aussi vrai pour les stratèges du Parti québécois. Dans l'entourage du premier ministre Bernard Landry, c'est même devenu le mot d'ordre. Et depuis une semaine, le chef péquiste lance d'ailleurs lui-même des appels de plus en plus pressants aux militants afin qu'ils influencent le choix de leur entourage et les incitent à se rendre aux urnes.

Même si Bernard Landry ne les commente pas, il constate depuis quelques jours des sondages qui placent le Parti québécois en deuxième place, entre 5 et 8 % derrière le Parti libéral avant la répartition des indécis. Ces résultats pourraient justement aider le Parti québécois à faire sortir le vote, dit-on dans son entourage, puisque des électeurs péquistes qui ne seraient pas allés voter devant des résultats plus favorables au PQ seront sûrement plus prompts à faire leur devoir de citoyen alors que leur parti se retrouve deuxième.

Bernard Landry, fort de ses sondages in-

ternes qui montrent plutôt une lutte très serrée qui pourrait mener au scénario de 1998, veut montrer une assurance débordante et conserve donc une sérénité qui détonne avec son caractère généralement bouillant. Avant le déclenchement des élections, il répétait sans cesse aux militants péquistes qu'ils ne devaient pas pêcher par excès de confiance. Il leur a même demandé de laisser de côté le slogan «On va gagner» pour adopter le plus humble «Il faut gagner». Aujourd'hui, c'est le chef péquiste lui-même qui aborde le scrutin de lundi avec une assurance qui traduit mal la réalité.

Cri du cœur

Des signes laissent toutefois deviner une certaine inquiétude chez le premier ministre. D'abord, alors qu'il prétend mener une «campagne la plus positive possible», Bernard Landry traite depuis peu des engagements du Parti libéral, notamment la loi-cadre sur les défusions, avec un vocabulaire qui se rapporte davantage à la réalité de la guerre en Irak: catastrophe, horizon atroce, désastre. Ensuite, il implore les militants de se rendre aux urnes et d'influencer le vote de leur entourage avec une insistance qui ressemble plus à un immense cri du cœur qu'à un appel au vote généralement lancé par un chef de parti en fin de campagne. Enfin, le premier ministre invite ses «compatriotes» à «bien réfléchir» avant de voter, à penser à ce que le Parti québécois a

Bernard Landry veut montrer une assurance débordante

réalisé et aux «absurdités» proposées par le Parti libéral. Entre affirmer cela et intimider les électeurs, il n'y a qu'un pas que Bernard Landry n'a pas osé franchir. «Quand on a un bon gouvernement, on le garde», préfère répéter le chef péquiste à qui veut bien l'entendre.

Si le Parti québécois est élu, Bernard Landry promet une «continuité dynamique». Malgré neuf années au pouvoir, il y a toujours des idées au PQ, tente-t-il de démontrer. Le chef péquiste prend pour exemple le thème

de la conciliation famille-travail, qu'il a d'ailleurs su imposer durant la campagne électorale. Or, ombre au tableau, il a dû surtout se défendre de ne pas avoir versé dans l'improvisation en proposant la semaine de quatre jours pour les parents ayant des enfants de moins de 12 ans.

Un mandat d'un gouvernement péquiste se déroulerait en trois temps: consolidation des services publics (en particulier la santé), atteinte d'une fiscalité compétitive (des baisses d'impôts seraient envisagées à compter de la deuxième année, si possible), effort accru pour le remboursement de la dette.

Si le PQ perd lundi, Bernard Landry pourrait bien ne pas se satisfaire du rôle de chef de l'opposition, surtout qu'il vient d'avoir 66 ans. La vice-première ministre Pauline Marois occupe un rôle de premier plan, non seulement au sein du gouvernement mais aussi au sein du Parti québécois. C'est la prétendante numéro un au trône.

Bernard Landry a toutefois suivi à la lettre sa stratégie de campagne pour n'avoir jamais à remettre en question son avenir politique. La première moitié de la campagne a consisté à révéler les idées du Parti québécois, particulièrement la conciliation famille-travail. La seconde a pris la forme d'une attaque en règle contre les engagements du Parti libéral, affirmant même qu'elles disqualifient Jean Charest du pouvoir.

C'est en mi-campagne que le vent a semblé tourner. Le débat des chefs n'a pas été une réussite pour Bernard Landry, et l'après-débat ne l'a pas été davantage. Les déclarations de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau sont venues rappeler les mauvais souvenirs du référendum de 1995.

Et la souveraineté? Bernard Landry aborde peu le sujet, se limitant à conclure ses discours sur ce thème pour soulever les militants. Le premier ministre cultive toujours l'ambivalence sur la tenue d'un référendum au cours d'un éventuel troisième mandat. Pourtant, l'ambivalence, c'est tout ce que le Parti québécois ne veut pas qu'un électeur exprime lundi.



Jean Dion

Dans votre secteur

Votre secteur. Peut-être ne le savez-vous pas encore, heureuses gens, parce que personne ne vous a encore téléphoné pour vous dire que votre nom avait été spécialement retenu parmi des milliards d'autres, mais vous n'habitez pas sur une rue, dans un quartier, dans un arrondissement ou dans une ville. Vous résidez dans un secteur.

— Bonsoir, j'aimerais parler à M. Dion.

— Pour vous servir, mais je vous prévient, le pourboire n'est pas compris.

— Je m'appelle Jim Tartempion, de la compagnie de téléphonie Super Communications Extra Plus 2000 O-Rama Cool Baby Yeah. Votre nom a été ciblé à la place de celui de centaines d'autres suckers de votre secteur que nous appellerons tout de suite après vous. Super Communications Extra Plus 2000 O-Rama Cool Baby Yeah est heureuse de vous offrir un téléphone cellulaire gratis pendant deux mois si vous payez les frais mensuels pendant les 50 prochaines années. Cette offre...

— Excusez-moi d'être, mais qu'entendez-vous au juste par "mon secteur"?

— Euh j'ai pas ici sur ma feuille mais je pense qu'il s'agit du coin où vous résidez...

— Ah mais monsieur, je n'habite pas dans un coin. J'habite dans un milieu. Un milieu de vie, préciserais-je.

— Euh oui. Cette offre vous est faite en exclusivité...

— OK bye.

Bon, reconnaissons-le, ce n'est qu'un fantôme. Ça ne se déroule jamais vraiment comme ça. Le solliciteur, profitant de la politesse du sollicité et de l'effet de surprise, finit toujours par placer son laïus. Et quand vous lui dites que vous n'êtes pas intéressé, il réussit toujours à vous demander pourquoi. «Vous avez déjà un téléphone cellulaire?» Non, et j'en veux pas. «Avec quelle compagnie de téléphone faites-vous affaire?» Ben justement, parlant d'affaires, ce n'est pas des vôtres.

Vous dire, la semaine dernière, c'était *La Presse*. Allez savoir pourquoi, c'était tout juste s'ils ne me payaient pas pour leur conférer le privilège de me livrer leur journal. «Et puis-je vous demander pourquoi vous ne voulez pas vous abonner?»

Parce que je suis assis tranquille chez nous et que je n'ai rien demandé à personne, peut-être?

Reçu cette semaine, à la maison, un dépliant d'un centre funéraire. Voilà, messieurs dames, une vraie bonne raison d'espérer que vous n'avez pas été ciblé.

«Nous avons noté que vous aviez le teint pâle ces derniers temps et que vous entreteniez de sombres pensées. Changez-vous les idées en réservant un cercueil: une autre façon de prendre une bonne bière.»

«Récemment, nous avons effectué un sondage dans votre secteur [NDLR: ah ben dis donc] et 80 % des répondants sont d'avis que faire ses préarrangements est une décision réfléchie et responsable», dit la brochure. Ça doit être l'esprit de contradiction qui m'habite — il habite dans mon secteur, quoi —, mais j'ai aussitôt eu une pensée pour les 20 % qui croient qu'il s'agit d'une décision irréfléchie et irresponsable. Une situation qui n'est pas sans rappeler les quatre dentistes sur cinq qui recommandent de mâcher de la gomme sans sucre. Et l'autre dentiste, donc? Il a obtenu un faux diplôme par Internet?

(En passant, c'est l'un de mes pourriels préférés: «Salut j'dion, j'ai écrit un livre, et on m'accuse de chercher à corrompre la société. Le gouvernement me traque pour bannir le livre, mais il m'en reste quelques exemplaires. Tu trouveras là-dedans tout ce qu'il faut pour refaire ta vie. Comment obtenir un faux diplôme d'une institution non reconnue. Comment changer complètement d'identité. Comment faire disparaître un casier judiciaire. Comment frauder l'impôt. Comment quitter ta femme afin qu'elle ne te retrouve plus jamais. Tu trouveras là-dedans tout ce que le gouvernement ne veut pas que tu saches. Mais tu dois faire vite.» Avouons que c'est plutôt tentant.)

Mais bon, revenons à notre funéraire circulaire. Juste un peu plus bas, en caractères gras, on peut lire: «Personne n'a jamais regretté d'avoir fait ses préarrangements.»

J'comprends donc. Y sont morts, bondance.

En fait de préarrangements, il semble que M. Landry serait avisé de faire les siens, électoraux il va sans dire. En écoutant hier, quelque part sur des ondes, des pontes pontifier sur notre grand rendez-vous collectif de lundi, il était impossible de conclure autrement. Les sondages, voyez-vous, disent que ceci et disent que cela. Jean Charest a terminé sa traversée du désert. On a vu un grand leader et toutes ces choses.

Remarque, c'est bien, côté préarrangements. Ne vous pressez pas, car si les experts ont vu juste, dès mardi matin, il n'y aura plus de files d'attente dans les hôpitaux. Ils l'ont dit, les libéraux: on va te me vous régler ce problème-là que vous ne vous en rendez même pas compte. Or, comme ils ont la solution, je ne vois pas pourquoi ils attendraient plus tard que mardi matin pour l'appliquer. Comment, ce n'est pas si simple? Alors pourquoi ils ne disent pas dans leurs annonces que ce n'est pas si simple? Parce que vous ne voulez pas le savoir? Ah bon.

Les experts. Que ferions-nous sans les experts, je vous le demande. Le plus drôle, c'est que le mot «expert» a la même racine qu'«expérience», or l'expérience nous montre que dans une quantité considérable de cas, l'expert se trompe. (Pour faire bonne figure, il dit que pour des raisons difficiles à comprendre, la réalité ne se comporte pas comme prévu.) Exemple tout chaud: ces heures dernières, il y avait, sur le site de CBS News, un délicieux article intitulé «Ce qui ne s'est pas produit en Irak». Entendons: ce que les experts de tout poil anticipaient mais qui s'est déroulé autrement: pas d'incendies massifs de puits de pétrole, pas d'armes chimiques, pas de résistance à Saddam H. dont on disait qu'il n'accepterait de finir qu'en martyr, pas d'attaque contre Israël, pas d'attentats terroristes aux États-Unis.

Mais la guerre n'est pas finie. Si le but est bien de détruire la destruction massive, on va se retrouver en Corée du Nord bientôt, n'est-ce pas. Et si le but est de libérer les opprimés, il reste une bonne centaine de pays à visiter. Du boulot en vue pour les experts.

Idem pour nos tranquilles élections. Quoi qu'il adienne lundi, vous trouverez un expert dans votre secteur pour dire qu'au fond, il aurait fallu s'y attendre.

jdion@ledevoir.com



Le premier ministre n'a cessé de mettre en garde les militants contre un excès de confiance.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

• PERSPECTIVES •

La campagne de l'ADQ

Le vrai monde de Dumont

C'est en région que le discours de Mario Dumont a eu le plus de résonance

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

« Il faut être un peu fou pour bâtir un parti. » C'est par ces mots que le maire d'Amqui, Gaétan Rivest, a accueilli avec fierté Mario Dumont il y a une dizaine de jours dans son petit patelin de la vallée de la Matapédia. Plus d'une centaine de citoyens, des militants mais surtout des curieux, étaient venus voir le petit gars du Bas-du-Fleuve devenu chef de l'Action démocratique. Les élites locales étaient un peu engoncées dans leurs vestons. On essayait bien de mettre un peu de décorum, mais la rusticité de ce coin de pays est vite remontée à la surface. Et Mario Dumont était visiblement à l'aise dans ce contexte où son français, pas toujours châtié, est synonyme d'accessibilité et où ses critiques imagées confortent les régions dans leur sentiment d'avoir été oubliées par les « gros messieurs » du gouvernement.

Au cours de cette tournée du Québec qui s'achève, c'est en région que le discours du gros bon sens aux accents populistes de Mario Dumont a connu ses plus grands succès. Ici, il s'attaque à l'enflure de l'État: il est temps de transférer le pouvoir et les responsabilités aux régions et, pour y parvenir, il faut couper dans les tours à bureaux qui siphonnent l'argent et donner « le coup de pied dans la canisse », martèle-t-il. Là, il dénonce « la clique qui nous gouverne » et ses adversaires des « vieux partis » qui sont retombés dans les chicanes constitutionnelles avec le « mâche-patates agile ». « On a fait rêver à un gouvernement nouveau », a-t-il lancé jeudi soir dans Berthier.

Autour de lui, on retrouve plusieurs candidats au franc-parler. Lors du rassemblement à Laval à mi-campagne, l'un des plus colorés, Joël Bernier, candidat dans Lévis, est venu haranguer les quelque 1200 fervents militants. Sur un ton combatif, M. Bernier a soulevé la foule en ridiculisant tour à tour les sondages de « Léger PQ Marketing » et la semaine de quatre jours proposée par le Parti québécois, que les agriculteurs comme lui ont déjà: « Quatre jours sur la ferme et trois jours de paperasse. » Puis dans un crescendo, il a répondu au « mépris » du PQ: « L'automne dernier, on avait une belle publicité qui disait: "Parler, c'est grandir." Ben, le soir du 14, on va leur dire, au PQ, de se fermer puis de sortir. »

Sous des allures d'anecdote, cette situation révèle tout le mécontentement d'une certaine tranche de la population à l'endroit du Parti québécois et la volonté de revoir les façons de faire, considère Mario Dumont.

Ce dernier a démarré sa campagne en tentant de faire de la politique de terrain, proche des gens. Dans les premières semaines, il a multiplié les rencontres imprévisibles, le porte-à-porte et les visites de centres commerciaux pour parler « au vrai monde ». Maintes fois, il s'est plu à dénoncer le style de campagne des péquistes et des libéraux, « très hermétique, où les chefs se déplacent en prêchant devant des convaincus ».

Mais la politique autrement, selon le credo adéquiste, n'a pas eu la résonance souhaitée. Après trois semaines, Mario Dumont a lui-même opté pour une façon de faire plus traditionnelle, avec des assemblées partisans dans les régions visitées. Mais rapidement, l'organisation de l'ADQ a montré des faiblesses. Le parti n'ayant que peu d'assises dans plusieurs circonscriptions, les organisateurs locaux devaient ramer à contre-courant.

Les sondages, qui ont été défavorables à l'ADQ dès le déclenchement des élections, ont peut-être eu une certaine influence sur les troupes, croit-on au sein de l'ADQ. Il en irait de même de l'effet dévastateur des analyses des médias dans les premiers jours de la campagne. Le père fondateur de l'Action démocratique, Jean Allaire, qui participait au grand rassemblement de l'ADQ à Laval au lendemain du débat des chefs, n'a pas caché son indignation devant le « parti pris des journalistes » contre l'ADQ avant même le début de la campagne. « C'est un assassinat politique depuis deux mois et demi. Il y a certains médias dont le jupon dépassait », a tranché M. Allaire, qui a rappelé que c'est grâce à l'ADQ s'il y a eu un véritable débat d'idées.

Le pouvoir n'étant plus à portée de main, l'ADQ s'est mis à batailler pour l'opposition

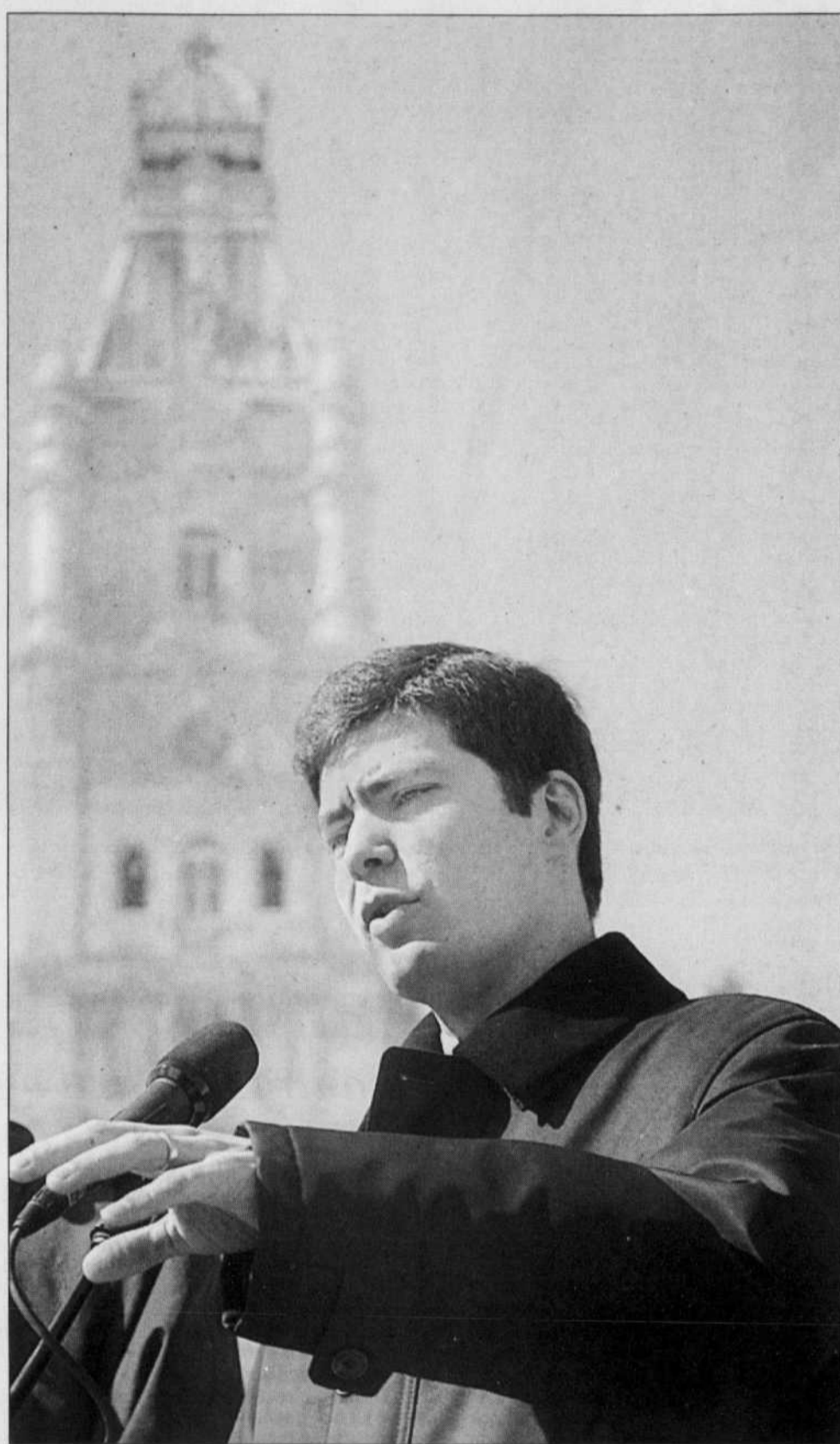
Chose certaine, Mario Dumont semble avoir perdu quelque peu de sa candeur. Il est devenu prudent. Ainsi, il a refusé de pointer, comme il l'avait fait en 1998, des organismes ou des ministères qu'il souhaiterait éliminer. « Il n'y aura pas de liste d'organismes publiée. Notre vision, ce n'est pas de courir après des gens. Notre vision, c'est d'avoir un État moderne », a-t-il soutenu.

Cette même circonspection est ressortie lors du débat des chefs, où la performance de M. Dumont, que d'aucuns ont trouvée plutôt moyenne, aura entraîné un virage de la caravane adéquiste. Tout à coup, l'ambition de l'ADQ venait d'être modifiée. Le pouvoir n'étant vraisemblablement plus à portée de main, l'ADQ s'est mis à batailler pour l'opposition. Mais rapidement, il n'était plus question que de sauver les meubles, même si M. Dumont s'en défendait. « On est dans la course dans au moins 12 comtés », indiquera dès lors Mario Dumont.

Pour le dernier droit de la campagne, les attaques de M. Dumont se sont concentrées sur le programme de Jean Charest. Conscient que sa propre dégringolade dans les intentions de vote risquait d'avantager les libéraux, le chef adéquiste a remis en question la capacité de M. Charest à incarner le changement.

« Le changement en l'absence complète des jeunes, on n'a rarement vu ça dans l'histoire. Robert Bourassa n'aurait sûrement pas laissé passer ça », a-t-il souligné à quelques reprises, entouré chaque fois de quelques-uns de ses candidats de moins de 30 ans.

L'ADQ a employé les derniers jours de la campagne à répéter ses convictions, espérant toujours marquer les esprits et garder le débat politique animé. Et qu'importe le résultat de lundi prochain, Mario Dumont demeurera fidèle à son parti: « Je vais rester chef de l'ADQ dans toutes les circonstances. »



Mario Dumont a démarré sa campagne en tentant de faire de la politique de terrain, proche des gens. REUTERS

Le péril rouge de l'ADQ

Un avenir incertain pour le parti de Mario Dumont

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Après avoir secoué les débats politiques au Québec depuis maintenant un an, l'Action démocratique fait face au péril rouge. La survie de l'ADQ pourrait ne pas être assurée si Jean Charest et son équipe libérale prennent le pouvoir lundi soir, prédisent certains analystes.

« L'intérêt politique de l'ADQ, c'est une victoire péquiste. Sinon, Mario Dumont et son équipe risquent de croupir dans l'opposition pour huit ans, ce qui est un millénaire en politique. Or un pèlerinage en politique qui dure trop longtemps épuise les fidèles », estime Michel Fréchette, communicateur-conseil chez Fréchette & Girard.

Selon M. Fréchette, avec la performance de Jean Charest au débat des chefs, la population s'est donné le droit d'apprécier le chef libéral. Du coup, Mario Dumont, qui incarnait le changement jusque-là, s'est fait supplanter. Le politologue Christian Dufour, de l'École nationale d'administration publique (ENAP), abonde dans ce sens, soulignant le « processus de québécoisisation de Jean Charest depuis deux ou trois ans ».

« Avant que l'ADQ n'émerge, tout le monde tenait pour acquis que les libéraux prendraient le pouvoir parce que le PQ était usé, explique Christian Dufour. Sauf que ce n'était pas vu comme un changement mais comme l'alternance. Maintenant, le paradoxe, c'est que si les libéraux prennent le pouvoir lundi, ils incarneront le changement et ils mettront en œuvre une partie du programme de Mario Dumont. En ce sens-là, l'ADQ a montré du courage et revitalisé le débat. Mais elle n'en profitera pas. »

Michel Fréchette renchérit, soulignant que les troupes adéquistes ont même « joué le rôle d'idéateurs pour les autres partis ». Le PQ s'est inspiré de la préoccupation familiale de Mario Dumont et a proposé la semaine de quatre jours. Et les libéraux ont récupéré l'idée d'utiliser des ressources privées en santé.

Pour Christian Dufour, le véritable début de l'effondrement de l'Action démocratique a eu lieu lors du discours de Mario Dumont devant les membres du Canadian Club, le 23 septembre 2002 à Toronto. Le chef adéquiste y a alors écarté la question nationale. « On tourne la page », a-t-il dit, ce qui a été interprété comme de l'à-plat-ventrisme.

« Ce qui a vraiment coulé l'ADQ, c'est que Mario Dumont a renoncé de façon inexplicable à son capital de base nationaliste, qui était énorme. C'est ce qui faisait qu'il avait une crédibilité », soutient M. Dufour. Par la suite, pendant la première partie de la campagne, le chef adéquiste a lui-même planté le clou dans le cercueil. L'ADQ a été affaibli lorsque son chef a dit vouloir laisser la question nationale à ses enfants. « À 32 ans, ça ressemble à de l'abdication », tranche le politologue.

Si l'ADQ a suscité des espoirs de changement, son impact s'est surtout fait sentir avant la campagne, forçant même les adversaires péquiste et libéral à marcher sur la pointe des pieds.

« L'ADQ et Mario Dumont ont joué un rôle crucial en précampagne alors que leur influence en cours de campagne a été à toutes fins utiles nulle, si ce n'est, par leur dégringolade, de fournir des votes à l'un ou l'autre parti. Qu'on parle de cinq, de six ou de douze sièges lundi soir, ça reste un résultat de naufrage par rapport aux attentes et aux ambitions », commente Michel Fréchette, lui qui a conseillé pendant des décennies les maires successifs de Laval et qui était au côté de Jean Doré lors de sa défaite aux élections montréalaises de 1998.

Mardi, l'Action démocratique aura un bilan à faire. Le choix qui se présente à l'ADQ, c'est de dire qu'elle n'a pas été comprise ou qu'elle n'a pas su se faire comprendre. Selon M. Fréchette, si M. Dumont et son équipe optent pour le deuxième choix, ils ont une chance de devenir de meilleurs politiciens et de poursuivre l'action politique en la raffinant.

« Quand tu es dans l'opposition, où tu n'as à peu près rien à perdre, toutes tes formules et tes idées sont bonnes. À partir du moment où tu deviens un challenger, c'est évident que tu dois subir un test. Ce test-là, ils l'ont échoué. Mais selon qu'ils seront capables de prendre leur part de responsabilité dans l'échec ou selon qu'ils voudront en attribuer les torts à tout le monde, cela influencera la suite des choses », explique-t-il.

Les sondages quotidiens de Léger Marketing ont peut-être eu un effet négatif sur la machine de l'ADQ, qui était déjà fragile, ajoute-t-il. Après des mois de précampagne très intensifs, les adéquistes se sont retrouvés prisonniers d'une dynamique où on les a un peu vus comme des perdants lors des premiers jours suivant le déclenchement des élections. « Ils auront vécu une expérience pénible où ils n'étaient pas préparés à être des boxeurs boxés. Ils étaient préparés à l'attaque mais pas à se défendre », croit M. Fréchette.

L'ADQ n'était peut-être pas prête à tant de visibilité, l'organisation du parti et son programme étant trop embryonnaires. Et l'ADQ a été prise de court par sa popularité. « La responsabilité du discours et de la communication ne relève pas des électeurs mais de ceux qui veulent se faire élire. C'est une loi implacable. En 1998, l'ADQ se plaignait de ne pas avoir la visibilité que les autres partis avaient. Cette année, ils l'ont eue. Qu'est-ce qu'ils en ont fait? », laisse tomber M. Fréchette.

Moins incisif, Christian Dufour croit que l'ADQ pourrait bénéficier « d'une remontée finale de sympathie ». Chose certaine, dit-il, « Mario Dumont a un destin ».



Mardi, l'Action démocratique aura un bilan à faire. Le choix qui se présente à l'ADQ, c'est de dire qu'elle n'a pas été comprise ou qu'elle n'a pas su se faire comprendre. REUTERS

PERSPECTIVES

Le Parti vert

Le retour des verts

À la reconquête de l'électorat

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

C'est une renaissance. Après avoir sombré dans l'oubli pendant près de neuf ans, le Parti vert du Québec (PVQ) est de retour cette année sur la scène politique. Avec un nouveau programme, de nouveaux candidats, une nouvelle image et toute une pente à remonter pour reconquérir le maigre électorat d'antan.

Exit les cheveux longs, les barbes en broussaille, les chemises à fleurs et les grands discours pleurnichards sur le terrible sort réservé aux fleurs sauvages du Québec par les méchants pollueurs: les verts se veulent désormais résolument tournés vers le pouvoir.

C'est du moins ce qu'avance leur chef, Richard Savignac, également, hors campagne, chef plongeur à l'aquarium (!) du Biodôme de Montréal. «Pour cela, nous avons lâché l'utopie et le rêve pour un programme beaucoup plus réaliste, tout comme l'a fait le Parti québécois avant les élections de 1976», dit-il. Le résultat? Une plate-forme électorale cuivée 2003 qui ratisse large, et pas seulement côté jardin.

Certes, les verts n'ont pas délaissé leur fond de commerce: l'environnement, qui occupe une place prépondérante dans leur programme. Le ministère de l'Environnement, un peu moins, par contre, puisque le PVQ propose rien de moins que son abolition «pour répartir sa politique et ses actions dans chacun des autres ministères», peut-on lire.

Une vision globale

La vision de l'environnement doit être globale, prévient M. Savignac, et ce, qu'il soit question d'uniformiser la réglementation sur l'eau, de réduire le nombre de mégapoches, d'interdire les polluants organiques persistants, d'appliquer le principe du pollueur-payeur, de favoriser le développement des transports en commun, de diminuer la taxe sur les services et d'augmenter celle sur

les produits ou encore de mettre fin aux liens privilégiés entre les compagnies pharmaceutiques, les médecins et les pharmaciens.

Car l'environnement est partout, estime le PVQ. Pour la santé, ce parti préconise donc des programmes de mise en forme, la promotion de la qualité de l'air et de l'alimentation, la lutte contre la pollution par le développement des pistes cyclables et le retour des tramways comme moyen de lutter contre l'engorgement du réseau. «L'urgence d'un hôpital, c'est la deuxième ligne», souligne M. Savignac. La prévention, c'est la première.

Sous un régime vert, les OGM seraient interdits — «C'est la seule façon d'encourager et de ne pas contaminer les cultures biologiques», dit le chef —, la publicité dans les écoles serait interdite, le temps de travail ramené à 35 heures par semaine, le commerce équitable soutenu, le cannabis légalisé et l'imputabilité des corps policiers face aux citoyens renforcée. Le PVQ soutient également taxer les véhicules qui polluent, instaurer un revenu minimum garanti, assurer l'équité salariale entre hommes et femmes, uniformiser l'étiquetage des aliments pour mieux informer les consommateurs, augmenter de 1 % la part du budget de l'État dédiée à la culture et... adopter un mode de scrutin proportionnel, seul capable de permettre l'entrée du parti au Parlement.

Pour concrétiser son programme et s'affirmer comme un interlocuteur crédible sur la scène politique et sociale, le PVQ a mis le paquet cette année: on a emprunté 15 000 \$ pour faire la promotion des 36 candidats. Des mesures timides dans les limites de leurs moyens et qui, selon le chef, devraient permettre de renouer avec l'électorat et, qui sait, de retrouver les 2 % de suffrages exprimés en leur faveur en 1989, la meilleure année électorale des verts à ce jour.

«Nous avons lâché l'utopie et le rêve pour un programme beaucoup plus réaliste»

L'Union des forces progressistes

L'UFP veut investir dans le long terme

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

L'Union des forces progressistes (UFP) voulait profiter de la campagne électorale pour affermir sa position sur l'échiquier politique québécois. Cette jeune formation qui réunit les forces de la gauche se prend maintenant à rêver d'envoyer un député à Québec dès cette année.

Née l'an dernier de la fusion de trois partis de gauche, soit le Rassemblement pour l'alternative progressiste (RAP), le Parti de la démocratie socialiste et le Parti communiste du Québec, l'UFP se veut une voie alternative pour ceux qui ne s'identifient plus aux partis traditionnels et rejettent le discours de l'Action démocratique du Québec (ADQ). L'UFP est dirigée par quatre chefs, et ce, afin de respecter la démocratie participative, avait-on expliqué lors du congrès de fondation, en juin 2002.

Coalition progressiste et indépendantiste, l'UFP compte 73 candidats dans la campagne actuelle, dont les plus connus sont le D' Amir Khadir, dans le comté de Mercier, et Omar Aktouf, professeur aux HEC et candidat dans Rosemont.

Le jeune parti préconise notamment le rejet des traités de libre-échange, comme l'ALENA et la ZLEA, l'annulation des dettes extérieures de tous les pays du Tiers-Monde, la mise en place d'un revenu minimum garanti, la hausse du salaire minimum à 10 \$ de l'heure, la gratuité de la formation universitaire et la «prise en charge collective de l'économie» tant par l'État que par les coopératives et les organismes sans but lucratif.

Au mois de février dernier, le Parti québécois (PQ) avait bien tenté de convaincre l'UFP de lui laisser la voie libre dans certaines circonscriptions, craignant une division du vote, susceptible de lui nuire. En vain. Et au grand dam du PQ, l'UFP a présenté une de ses vedettes, Amir Khadir, dans Mercier, une circonscription que les péquistes tentent de reconquérir. C'est dans ce



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'UFP estime que le mode de scrutin actuel ne l'avantage pas et que les résultats de lundi ne refléteront pas le courant de sympathie de la population à l'égard du parti de la gauche. On commence tout de même à croire que, dans Mercier, une victoire d'Amir Khadir est possible.

comté que le candidat de la gauche Paul Cliche avait réussi à récolter 24 % des suffrages lors de l'élection partielle d'avril 2001, contribuant à la défaite du péquiste Claudel Toussaint.

Des ambitions réalistes

Pierre Dostie, porte-parole de l'UFP, explique que le parti n'avait pas d'ambitions démesurées pour cette première participation à une campagne électorale. «On a eu grand soin de se donner des objectifs réalistes. Nous voulions continuer notre implantation dans les différentes régions, solidifier nos organisations, augmenter notre membership et par-

ticiper au rehaussement des débats dans les comtés où nous sommes impliqués.»

Il croit que le parti a accompli sa mission. Les positions de l'UFP en faveur de la justice sociale ont été entendues, dit-il. «Même s'il y a des gens qui ne voteront pas pour nous parce qu'ils veulent absolument empêcher les libéraux de gagner, ils considèrent que nous avons une utilité et ils ont beaucoup apprécié notre discours.»

L'UFP estime que le mode de scrutin actuel ne l'avantage pas et que les résultats de lundi ne refléteront pas le courant de sympathie de la population à

l'égard du parti de la gauche. On commence tout de même à croire que dans Mercier, une victoire d'Amir Khadir est possible. Pierre Dostie a bon espoir de voir ce candidat siéger à l'Assemblée nationale, mais il demeure prudent au sujet du scrutin de lundi. «On fait un travail pour prémunir nos militants, surtout les jeunes pour qui c'est une première expérience, contre des lendemains de trop grande déception face au seul indicateur, celui du suffrage obtenu.» L'UFP espère faire bonne figure, mais, ajoute M. Dostie, «on est quand même conscients que c'est à long terme qu'il faut investir».

Le Bloc Pot

Un seul objectif: la sensibilisation

Lutter pour la légalisation de la marijuana

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

Le Bloc Pot n'a pas l'intention de s'envoler dans les hautes sphères du pouvoir politique en faisant entrer au Parlement l'un de ses 56 candidats — «dont 12 filles», se vante le chef, Hugo St-Onge — répartis à travers toute la province. Non, pour une énième année consécutive, cette formation politique s'est lancée dans la campagne électorale avec un seul objectif (fumeux, disent plusieurs): sensibiliser l'opinion publique aux bienfaits de la légalisation des drogues douces. Point.

Le programme a de quoi faire sourire. Mais Hugo St-Onge, lui, n'a pas vraiment le goût de rigoler. «Des centaines d'arrestations au Québec pour possession de cannabis, des escouades spéciales mises à profit par la police pour débarrasser les consommateurs et les gens qui font pousser deux plans de pot dans leur placard, le tout légitimé par un système hypocrite, c'est loin, en 2003, d'être amusant», précise ce jeune étudiant en histoire à l'UQAM.

Le changement version Bloc Pot se décline donc en sept points: mettre fin à l'intervention po-

licière pour la possession (30 grammes et moins), la culture (pour usage personnel) et le trafic (moins de cinq grammes) de marijuana ou de hashisch; légaliser le cannabis; donner aux victimes actuelles les moyens de se défendre; démontrer les avantages sociaux de telles mesures; généraliser l'usage de l'herbe à des fins thérapeutiques. À cela s'ajoutent aussi un amendement à la loi électorale pour permettre aux petits partis de trouver leur place sur l'échiquier politique et un nébuleux «être prêt aux deux éventualités constitutionnelles».

Leur slogan — «On va les planter!» —, qui a poussé sur plusieurs pancartes dans les villes et parfois dans les campagnes, est accrocheur. Il devrait d'ailleurs, à en croire le chef — dont le père, Raynald St-Onge, se présente dans le comté de Borduas pour soutenir la cause de son fils —, permettre d'aller chercher 1,5 % des suffrages le 14 avril prochain. Un rêve qui ne devrait pas trop partir en fumée après le dépouillement des urnes puisqu'en 1998, le Bloc Pot avait réussi à séduire près de 10 000 électeurs (0,24 % du suffrage) avec 24 candidats à peine.

Le parti Démocratie chrétienne du Québec

Défendre les valeurs chrétiennes

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Nouveau venu dans le paysage électoral, le parti Démocratie chrétienne du Québec (DCQ) mise sur sa politique de la famille pour «favoriser les naissances dans un Québec qui se meurt, faute d'avoir des enfants». Le parti, qui dit s'inspirer de valeurs chrétiennes, compte 24 candidats dans ses rangs en vue du scrutin de lundi.

C'est Gilles Noël, candidat indépendant dans le comté de Verdun lors des dernières élections, qui dirige les troupes de DCQ, une formation issue du Centre d'information nationale Robert Rummilley, créé en 1993 pour défendre la foi, la patrie et la famille. Un représentant de cet organisme avait

d'ailleurs déposé un mémoire en commission parlementaire l'an dernier pour s'opposer à l'adoption de la loi sur l'union civile entre les conjoints de même sexe.

Pour contrer le vieillissement de la population, DCQ a élaboré une politique favorisant la famille qui prévoit la création d'une allocation familiale de 430 \$ par mois par enfant, de 0 à 17 ans inclusivement. En revanche, un gouvernement DCQ abolirait le régime de garderie à 5 \$.

Coopération provinciale

Sur le plan économique, DCQ a la ferme intention de «sortir le Québec de la pauvreté économique». Sa stratégie pour atteindre cet objectif est simple: mettre de côté la menace de séparation du Québec et favoriser la

coopération économique, culturelle et scientifique entre les provinces canadiennes.

Sur un autre terrain, la formation politico-chrétienne compte aussi combattre la «mise à l'index de la Bible» qui, selon le parti, résultera de l'adoption de la loi C-250. Il s'agit en fait d'un projet de loi d'initiative privée du député néo-démocrate fédéral Svend Robinson visant à modifier le Code criminel afin d'interdire la propagande haineuse à l'égard des homosexuels. Les chances de ce projet de loi d'être adopté sont quasi inexistantes et le député a déjà dit qu'il ne menaçait pas les textes religieux. Mais DCQ est convaincu que l'entrée en vigueur d'une telle loi donnerait lieu à une «persécution religieuse sans précédent».

Le Parti marxiste-léniniste

Le peuple au pouvoir

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

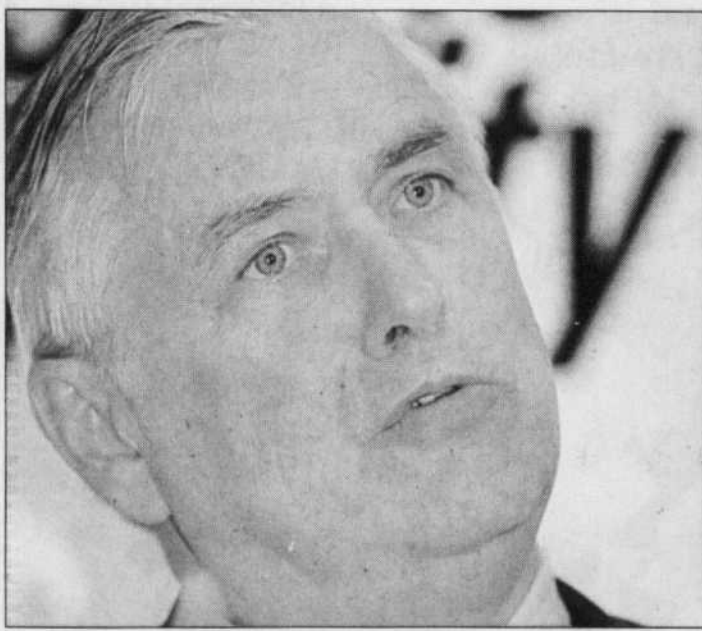
Le silence des urnes risque une nouvelle fois d'être criant lundi soir pour le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) qui, depuis quelques années, semble incapable de récolter plus de 0,07 % des suffrages. De piètres résultats qui ne découragent pas pour autant ses membres, dont 23 sont engagés dans la course électorale en cours.

Le parti ne manque pourtant pas d'idées originales pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui, avec des concepts théoriques datant d'une autre époque: moderniser le processus politique pour qu'il porte non pas les partis mais le peuple au pouvoir, «arrêter de payer les riches» et «augmenter les investissements dans la santé, l'éducation et les programmes sociaux».

S'il devait remporter la majorité des sièges lundi soir, le PMLQ promet un vrai changement afin que «la classe ouvrière se constitue en nation et investisse le peuple du pouvoir souverain», peut-on lire dans le programme du parti. L'énoncé est vague, tout comme d'ailleurs les moyens mis en application pour concrétiser ce rêve: là, il est question de donner aux citoyens le droit de «choisir directement les candidats [...] dans les places de travail, les maisons d'éducation et dans les quartiers»; ailleurs, on parle d'un «moratoire sur la dette et les nouveaux emprunts afin de mettre à la disposition du peuple les ressources financières pour planifier et bâtir un Québec moderne».

Les marxistes-léninistes exigent également que «cesse la privatisation de nos biens publics ainsi que la militarisation de l'économie, une voie destructrice», poursuivent-ils, proposant aussi la «nationalisation des banques et le contrôle du commerce intérieur et extérieur».

Impossible toutefois d'en savoir d'avantage: le chef du PMLQ, Claude Brunelle, n'a pas répondu à notre demande d'entrevue. Il faut dire que l'homme, candidat dans la circonscription de Bourassa, à Montréal, est en campagne. En 1998, dans le comté de Gouin, il a su attirer dans son giron... 149 électeurs.



ARCHIVES LE DEVOIR

Le chef du Parti Égalité, Keith Henderson

Le Parti Égalité

Dernier essai

JEANNE CORRIVEAU
LE DEVOIR

Le Parti Égalité a perdu beaucoup de plumes au cours des dernières années et la campagne électorale en cours est probablement la dernière à laquelle il participera. C'est du moins ce qu'a récemment laissé entendre son chef, Keith Henderson, déçu de l'indifférence grandissante de l'électorat anglophone envers sa formation.

Malgré son état de santé précaire, le Parti Égalité a réussi à recruter 21 candidats en vue du scrutin de lundi. Mais la fiche de cette formation, qui avait vu le jour à la suite de l'adoption de la loi 178 sur l'affichage à la fin des années 80, n'est pas très reluisante. Le parti a fait chou blanc lors des scrutins de 1994 et de 1998. Ses seuls succès, il les a connus l'année de sa fondation, en 1989. À la suite du scrutin de cette année-là, quatre candidats, soit Robert Libman, Neil Cameron, Gordon Atkinson et Richard Holden, avaient pris le chemin de l'Assemblée nationale.

Le parti ne lâche pas prise et continue de promouvoir la partition du territoire en cas d'accès au Québec à l'indépendan-

ce. Il préconise également la ratification de la Constitution de 1982, le droit au libre choix en matière de langue d'enseignement et l'annulation des lois 101 et 86.

En vue de la campagne en cours, le Parti Égalité a ajouté les défusions municipales à sa plate-forme électorale; il est d'avis que le coût de celles-ci ne devrait pas être assumé par les contribuables. Keith Henderson est convaincu que le chef du Parti libéral du Québec (PLQ), Jean Charest, ne tiendra pas parole au sujet de l'adoption d'une loi-cadre pour permettre la tenue de référendums sur le démantèlement des villes fusionnées.

Le Parti Égalité se défend bien d'être une formation uniquement vouée à la défense des droits des anglophones, affirmant plutôt être un parti en faveur des «droits civils, dont le but est de protéger tous les Québécois de tous les groupes ethniques et linguistiques».

N'empêche qu'il ne suscite plus le même engouement qu'à ses débuts. Lors d'une rencontre électorale dimanche dernier à Baie-d'Urfé, seuls une soixantaine de militants ont répondu à l'appel du chef.

É D I T O R I A L

ÉLECTIONS 2003 - LE CHOIX DU DEVOIR

Le Parti québécois, avec réserve

Lundi, au terme d'une campagne électorale qui aura duré près d'un an, il nous faudra choisir un nouveau gouvernement. Déjà, l'Action démocratique du Québec est éliminée. Restent le Parti libéral et le Parti québécois, qui se partagent la faveur de l'électorat. Lequel de ces deux partis est le plus apte à gouverner? Lequel peut le mieux faire avancer la société québécoise? *Le Devoir* propose une réponse.

La réaction des Québécois d'écarter l'ADQ est sage. L'attrait subit qui s'est manifesté envers cette formation au printemps 2002 traduisait la lassitude des électeurs à l'endroit des partis traditionnels. Plusieurs ont été séduits par les idées et les approches nouvelles prônées

par Mario Dumont. Le débat qui s'en est suivi a vite laissé entrevoir le manque de profondeur et d'expérience de l'Action démocratique, qui n'est pas assez mûre pour accéder à la direction des affaires publiques. À l'ADQ, il faut reconnaître certains mérites. Par sa présence, elle a enrichi le débat démocratique, provoquant une réflexion collective sur nos valeurs comme cela ne s'était pas vu depuis des années. La discussion n'est pas close! Il faut même espérer qu'elle se poursuive. Les idées de l'ADQ ont l'appui d'un nombre important de Québécois, et il serait sain que ceux qui les défendent puissent continuer à le faire depuis l'Assemblée nationale.

Pour former le gouvernement, le Parti libéral et le Parti québécois représentent donc les deux seules options raisonnables. Rappelés à l'ordre par leur jeune adversaire adéquiste, le PLQ et le PQ ont compris que le pouvoir ne leur appartient pas de droit divin et qu'il faut le mériter. Aujourd'hui, ces partis nous présentent des équipes et des programmes qui sont propres à inspirer confiance.

À l'issue de cette campagne, il est difficile, par exemple, de départager libéraux et adéquistes en ce qui a trait à leurs qualités de gestionnaires. Cet aspect des choses n'est pas secondaire. La gestion du quotidien accapare l'essentiel des

énergies d'un gouvernement et, souvent, c'est à sa capacité de bien administrer qu'on le jugera. On sait l'importance, parfois démesurée, qu'a prise ces derniers mois la gestion des salles d'urgence et des listes d'attente pour certains traitements médicaux. Le gouvernement est d'abord là pour donner des services pour lesquels on s'attend à une qualité à la hauteur des impôts que l'on verse.

Les équipes réunies par MM. Landry et Charest souffrent la comparaison. Il n'y a pas lieu de penser qu'Yves Séguin ou Michel Audet seraient moins bons que Pauline Marois aux Finances, que Philippe Couillard serait un ministre de la Santé moins bon que François Legault et que Lyne Beauchamp serait un ministre de la Culture moins bonne que Diane Lemieux. Quant à savoir qui ferait le meilleur premier ministre, là aussi, on peut croire que malgré des styles fort différents, les chefs libéraux et adéquistes ont tous deux la stature de la fonction. Bernard Landry est désormais à l'aise dans les habits de chef de gouvernement alors que Jean Charest, au cours de cette campagne, est apparu bien préparé pour assumer ce rôle.

Dans plusieurs dossiers, libéraux et adéquistes partagent d'ailleurs les mêmes perspectives, sinon les mêmes solutions. C'est le cas de l'éducation, où tous deux veulent allonger le temps d'enseignement en classe, l'un de 90 minutes, l'autre de 120 minutes par semaine. En santé, la campagne électorale n'a pas permis d'établir de façon probante que les propositions du PLQ assureront une meilleure accessibilité aux soins que celles du PQ. Tous deux conviennent qu'il faut d'abord investir. Le reste suivra.

Ténues dans certains domaines, les différences entre libéraux et adéquistes sont toutefois plus marquées sur le plan des grandes orientations. Ce n'est pas que le PQ et le PLQ soient aux antipodes l'un de l'autre. Tous deux sont des partis de centre avec chacun un accent, à gauche dans le premier cas, à droite dans le second. L'un privilégie davantage l'interventionnisme de l'État, l'autre, le libre marché, sur le plan tant économique que social. Voilà qui oriente fondamentalement notre choix: celui-ci va au Parti québécois, mais il nous faut l'accompagner de réserves.

Résumée à grands traits, la politique de développement économique du PLQ s'appuie sur une réduction significative du fardeau fiscal tant des

particuliers que des entreprises. Une fois la compétitivité accrue, les investissements viendront tout naturellement, nous dit-on. Le PQ, pour sa part, pense qu'il faut inciter, stimuler, appuyer, bref intervenir, au point où on peut le qualifier d'activiste. Parfois, il l'est inutilement, mais souvent, son action a été déterminante. Deux exemples: Pacar et Gaspésie. Sans intervention forte de l'État, ces deux entreprises seraient de l'histoire ancienne. Un gouvernement Charest agirait-il avec la même détermination? Il ne serait certes pas insensible au sort des travailleurs, mais compte tenu de ses convictions, il hésiterait.

Au début de la Révolution tranquille, on disait, pour justifier l'interventionnisme, que «l'État est notre seul millionnaire». Cela n'est plus vrai: les acteurs économiques sont nombreux. Cela dit, il reste que le Québec n'a pas encore entièrement rattrapé son retard économique. Si on veut atteindre cet objectif, on ne peut pas compter sur les seules forces du marché. Le levier de l'État demeure indispensable. L'État doit être présent. Ce qu'il faut éviter, ce sont les excès. Fouetté par l'ADQ, le gouvernement Landry avait promis de moderniser l'État québécois. S'il est réélu, il faudra lui rappeler cet engagement oublié en cours de campagne.

En matière sociale, le choix du PLQ de miser sur les baisses d'impôts réduirait la capacité d'un gouvernement libéral d'agir, exception faite du secteur de la santé. Les compressions budgétaires apparaissent inévitables, ce qui affecterait les ressources dévolues à un certain nombre de programmes sociaux. Le Parti québécois, pour sa part, entend agir à l'inverse. Les réductions d'impôts ne viendront que lorsqu'on aura réalisé les engagements pris au cours de cette campagne, comme cette promesse d'établir la semaine de quatre jours pour les parents de jeunes enfants. Une idée bien inspirée mais qu'il faudra bien étudier, sinon nuancer.

Ce que le Parti libéral nous propose, c'est un État beaucoup moins présent, si ce n'est absent, alors que le Parti québécois veut un État toujours aussi présent. *A priori*, il nous semble que l'esprit de partage et de justice sociale qu'a développé notre société sera mieux servi par le Parti québécois... à la condition que celui-ci demeure responsable d'un point de vue fiscal. Le Québec a appris à vivre selon ses moyens. Il ne faut surtout pas laisser la machine s'emballer de nouveau.

Ces élections ne sont pas des élections référendaires. Avant toute chose, les Québécois sont à la

recherche d'un bon gouvernement, et ils n'ont guère prêté l'oreille aux échanges sur le thème «la santé ou la souveraineté» proposé par le Parti libéral. Personne n'ignore que le Parti québécois est souverainiste et qu'il travaillera, qu'il soit réélu ou renvoyé dans l'opposition, à faire avancer la cause de la souveraineté. Il n'y a pas de crainte sérieuse de le voir tenter de nous imposer une marche forcée vers cet objectif car les Québécois peuvent le rappeler à l'ordre. S'ils se sentent bousculés, ils le lui diront à l'occasion des prochaines élections fédérales en votant contre son parti frère, le Bloc québécois. La transparence est une vertu qu'il faut rappeler au Parti québécois. Réélu, celui-ci devra d'abord nous donner ce bon gouvernement qu'il nous promet.

Le débat sur la souveraineté resurgira certainement un jour, mais en attendant, il faut s'assurer d'avoir un gouvernement qui défendra assidûment les intérêts du Québec. La dynamique des relations fédérales-provinciales est telle que le Québec ne peut pas vivre en marge du cadre constitutionnel actuel. Le débat récent sur le déséquilibre fiscal a démontré que le Québec est gagnant lorsqu'il ne pratique pas la politique de la chaise vide. Ce débat n'est pas terminé, et il y aura d'autres questions qu'il faudra aborder. Tout particulièrement à surveiller, la négociation des ententes commerciales dans le cadre de la ZLEA et de l'OMC.

Qui, du Parti libéral ou du Parti québécois, saura le mieux défendre les intérêts du Québec? Jean Charest croit essentiellement qu'il pourra mieux le faire du fait que l'élection d'un gouvernement fédéraliste à Québec engendrera un climat de confiance propice à faire avancer les choses. Le chef libéral croit que la conciliation sera plus efficace que l'affrontement. Le fédéralisme revendiqué par ses prédécesseurs libéraux est à son avis dépassé. Sa thèse est toutefois démentie par le succès obtenu par Lucien Bouchard et Bernard Landry dans le dossier de la santé. On ne sait pas si la méthode Charest serait plus efficace que la méthode Landry. Pour le savoir, il faudrait l'essayer, ce qui nous entraînerait dans une tout autre dynamique. Nous ne sommes pas de ceux qui croient que Jean Charest irait brader les intérêts du Québec, mais il faut rappeler qu'à Ottawa, on continue de pratiquer un fédéralisme centralisateur. Tant que cela demeurera, mieux vaut garder à Québec un gouvernement revendicateur. Sur ce plan, le Parti québécois servira mieux les intérêts du Québec.

bdescoteaux@ledevoir.ca



Bernard Descôteaux

REVUE DE PRESSE

Le péril jaune à Toronto

Antoine Robitaille

La pneumonie atypique, un nouveau péril jaune? C'est ce que Jan Wong disait craindre dans le *Globe and Mail* d'hier. «Consciemment ou inconsciemment, plusieurs personnes blâment les Canadiens qui semblent être d'origine chinoise pour l'épidémie de pneumonie atypique.» Wong craint l'instauration d'un «profilage ethnique» implicite. Elle fait remarquer que les gens d'apparence chinoise sont mal à l'aise face aux autres Torontois, notamment à cause des médias, qui ont révélé les noms de famille de victimes et établi un lien entre l'origine des premières personnes victimes et l'endroit où celles-ci avaient contracté la maladie. Des inquiétudes qui ont conduit le chef du NPD ontarien, Howard Hampton, à «dénoncer la discrimination et les craintes irrationnelles dont la communauté chinoise fait l'objet».

Pour le chroniqueur Ian Urquhart, du *Toronto Star*, cette crise de la pneumonie atypique évoque le souvenir de Walkerton, où sept personnes ont perdu la vie en raison de l'intoxication des conduites d'eau de leur ville. «Il y a 650 ans, au moment de la peste noire en Europe, les gouvernements de l'époque ont réagi» en prenant des mesures fermes pour «protéger la santé publique», écrit Urquhart. «À l'époque, on ne contesta pas, poursuit-il, que c'est précisément le rôle que le gouvernement doit jouer. Puis vint Mike Harris, qui prétendait en savoir plus que les «soi-disant experts» et qui décida de confier les responsabilités en matière de santé publique aux municipalités.» Urquhart raconte qu'à l'époque, le haut fonctionnaire ontarien chargé de la santé publique avait tenté de dissuader le leader conservateur de se débarrasser de cette importante responsabilité aux dépens des villes. «C'est de la folie», avait-il dit. Le drame de Walkerton a été une première retombée de la décision de Mike Harris, dit Urquhart. «La pneumonie nous rappelle l'importance de la santé publique. Et cet été, nous nous le ferons peut-être rappeler une fois de plus avec le virus du Nil.»

Jean Charest devrait remercier Mario Dumont d'avoir provoqué tant de débats salutaires au Québec, écrivait récemment le *National Post*. En effet, en prenant clairement position à droite de l'échiquier politique, Dumont a permis au chef libéral de faire ce qu'il lui avait été impossible d'accomplir en 1998, c'est-à-dire remettre en question le modèle québécois. «En présentant des idées conservatrices légitimes, M. Dumont a permis aux libéraux de prôner des politiques similaires — quoiqu'un peu plus modérées — sans trop se le faire reprocher.» Le *Post* se réjouit par exemple de voir Jean Charest envisager des baisses d'impôts et un État plus modeste. Et il

n'en revient pas de voir Bernard Landry promettre d'autres référendums ainsi que des «projets dirigistes comme la semaine de quatre jours».

On me demande souvent si j'ai déjà lu des articles positifs sur le Québec dans la presse du ROC. Oui, ce sont des choses qui arrivent. Surtout dans les pages culturelles. Prenons le *National Post*, qui, cette semaine, publiait plusieurs articles culturels positifs en lien avec le Québec. Noah Richler vantait hier le caractère convivial du Québec, qu'il a visité à l'occasion du festival Métropolis bleu. Ce type de festival, où les deux solitudes se rencontrent, permet d'éviter qu'éclate ici notre «choc des civilisations» local, écrit Richler en référence à celui que l'on craint au Proche-Orient. Dans les pages cinéma du *Post*, Katrina Onstad faisait la critique d'*Un homme et son péché* hier. Selon elle, les décors sont trop artificiels et «on ne serait pas surpris de voir surgir dans ce faux Sainte-Adèle un bus de Japonais photographiant frénétiquement». Mais le thème de l'histoire est universel, note-t-elle, et il réussira peut-être «à émouvoir même les Canadiens anglais mesquins».

Toujours dans le *Post*, on pouvait lire cette semaine une critique dithyrambique de l'Orchestre symphonique de Québec, qui se produisait dans la Ville reine dans le cadre de sa tournée pancanadienne visant à souligner son 100^e anniversaire. «L'OSQ, un orchestre de calibre international», titrait la critique Tamara Berstein à propos du plus vieux orchestre du genre au Canada. Elle vantait notamment les mérites du chef d'orchestre, Yoav Talmi, à qui elle a attribué la source de ce qu'elle appelle «l'âme austro-hongroise» de l'orchestre de Québec. Normal, dit-elle, Talmi a été formé en Israël, où le secteur de la musique est dominé par des juifs d'origine austro-hongroise. Berstein conclut en disant que la seule chose qui l'a dérangée dans le concert de l'OSQ, c'est la publicité de la ville de Québec dans le feuillet-programme. Pensez donc, dans la version française, on y parlait de «capitale nationale». «Pourtant, la dernière fois que j'ai vérifié, le Québec était encore une province du Canada et Ottawa en était la capitale nationale, ville où, en passant, deux organismes qui subventionnent l'OSQ ont leur siège social: le Conseil des arts et le ministère du Patrimoine.» Berstein était particulièrement insultée du fait qu'en anglais, la ville de Québec avait choisi le slogan «A Capital to discover» plutôt que «Une capitale nationale». «Si les autorités de Québec veulent s'adonner à leurs fantasmes séparatistes, ils devraient au moins avoir le courage de le faire autant en anglais qu'en français.» Un article positif, ai-je dit. Dans sa première partie, au moins.

JOURNÉES DE PILLAGE (bis) ...



LETTRES

Le PQ est clairement pour l'indépendance: le RIQ l'appuie

Le samedi 15 mars 2003, le PQ a précisé le type de souveraineté dont il entend doter le Québec. À la page 100 de sa plate-forme électorale, il a annoncé qu'il entreprendra «des démarches en vue d'une participation du Québec à une éventuelle union de type confédéral avec le Canada et aux grandes organisations internationales».

Le conseil d'administration du RIQ a réagi en invitant les indépendantistes à interpellier les candidats de toutes les formations politiques dans les circonscriptions pour que ceux-ci disent publiquement s'ils prônent l'indépendance du Québec et à ne voter que pour ceux qui répondent OUI.

Le 7 avril, le président du Parti québécois a affirmé, devant 400 gens d'affaires

de la Chambre de commerce de Québec, que s'il a la «moindre chance de gagner un référendum sur notre indépendance nationale d'ici 2005, le Québec sera assis au concert des nations» (*Le Soleil*). Peu après, il a repris cette idée devant quelques centaines d'étudiants de l'Université Laval, ajoutant: «Moi, je voudrais que le Québec soit une république» et que «c'est une des premières choses que nous ferons à la souveraineté» (*Le Soleil*).

Voilà des propos clairs qui diffèrent du projet d'union confédérale. En conséquence, le Rassemblement pour l'indépendance du Québec (RIQ) invite tous les indépendantistes à voter pour les candidats du Parti québécois puisque le président de ce parti s'est engagé publiquement à promouvoir l'indépendance du Québec et à mettre sur pied un régime républicain.

Les membres du conseil d'administration du Rassemblement pour l'indépendance du Québec (RIQ)
Le 11 avril 2003

La guerre en Irak

Quatre-vingt pourcent des Québécois sont contre la guerre en Irak. Grâce au ciel pour le Québec!

Je ne comprends pas bien la langue de chez vous, mais votre choix a résonné pour tous. Vous demandez-vous si le Québec fait partie du Canada? Vous représentez sa voie humaine. Vous êtes le cœur de notre pays. Il y a longtemps, vos aïeux ont perdu une bataille; aujourd'hui, vos principes prévalent. La plus grande victoire vous revient.

Un Canada anglophone deviendrait en effet un État des États-Unis. Les États-Unis, sous un gouvernement dominateur et barbare, ne peuvent pas avaler le Canada avec le Québec. Je ne sais pas si vous avez besoin du Canada, mais n'en doutez pas, le Canada a besoin de vous. Québec est le rempart pour un Canada indépendant, paisible et fort. Ne nous laissez pas.
Geoffrey Pounder
Rocky Mountain House, Alberta
Le 31 mars 2003

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

IDÉES



ARCHIVES LE DEVOIR

L'élection de 1944, qui opposait principalement le Parti libéral d'Adélard Godbout à l'Union nationale de Maurice Duplessis (au centre de la photo, à côté de M^r Charbonneau), ressemble à la présente élection par la présence de plusieurs partis dont un, le Bloc populaire, avait autant d'importance dans le paysage politique du temps que l'Action démocratique aujourd'hui.

Élections provinciales

Charest surmontera-t-il le handicap historique des libéraux?

PAUL CLICHE

Membre de l'Union des forces progressistes

In'y a eu que trois élections sur les 36 tenues depuis 1867 où l'alignement des partis en lice a eu des ressemblances notables avec celles de 2003. Ce sont celles de 1935, 1944 et 1970.

Lors des premières de ces trois élections, celles de 1935, les deux partis traditionnels (libéral et conservateur) s'affrontaient de nouveau, mais la naissance de l'Action libérale nationale (ALN) a changé la donne en quelques mois, tout comme l'ADQ l'a fait l'an dernier. En début de campagne cependant, conservateurs et ALN ont conclu une alliance en décidant de ne pas présenter de candidats l'un contre l'autre.

C'est ainsi que la coalition s'est rendue aux portes du pouvoir, que la fusion des deux partis a été consommée quelques mois plus tard au profit du chef conservateur, Maurice Duplessis, et qu'est née l'Union nationale, qui a renversé le régime libéral de façon décisive au scrutin de 1936. Cet épisode ne peut évidemment pas s'appliquer à la situation actuelle à cause de la coalition des deux partis d'opposition.

Par ailleurs, les élections de 1970, qui ont amorcé le déclin définitif de l'Union nationale, ont aussi donné lieu à l'affrontement de trois partis ayant des assises nationales comme aujourd'hui. En plus de l'Union nationale, qui avait repris le pouvoir en 1966 sous le leadership de Daniel Johnson, il y avait le Parti libéral, sous la direction de son nouveau chef, Robert Bourassa, et le Parti québécois de René Lévesque, qui en était à son baptême de feu électoral.

Était aussi en lice le Ralliement créditiste qui, solidement implanté dans certaines régions rurales, voulait répéter à Québec l'exploit que son fondateur, Réal Caouette, avait accompli en faisant élire près d'une trentaine de députés sur la scène fédérale quelques années plus tôt.

Les libéraux se sont alors nettement distancés de leurs adversaires. Avec une récolte de 45,4 % des suffrages, ils se sont fait attribuer 66,7 % des sièges, suivis de loin par le Parti québécois qui, avec 23,1 % des voix, n'a obtenu que 6,5 % des sièges; l'Union nationale a eu 19,6 % des voix et 15,7 % des sièges; quant à eux, les créditistes, avec 11,2 % des voix, ont remporté 11,1 % des sièges.

Ces résultats démontrent qu'il n'y a pas de similitude avec la situation actuelle. Mais ils constituent une parfaite illustration des distorsions aberrantes causées par le scrutin majoritaire.

Les élections de 1944: un tiers parti fortement sous-représenté

Les élections de 1944 ont opposé principalement le Parti libéral d'Adélard Godbout, qui avait exercé le pouvoir pendant la guerre, à l'Union nationale de Maurice Duplessis.

La principale ressemblance avec la campagne en cours est la présence de plusieurs tiers partis, dont un, le Bloc populaire, avait autant d'importance dans le paysage politique du temps que l'Action démocratique aujourd'hui. Une deuxième ressemblance aurait pu s'appliquer si des résultats serrés avaient donné lieu à un renversement de la volonté populaire.

Pour la première fois dans l'histoire des élections

provinciales, quatre tiers partis étaient en lice. Le principal, qui a présenté des candidats dans 80 des 91 circonscriptions, était le Bloc populaire, formation nationaliste réformatrice née lors de la crise de la conscription, qui était dirigée par André Laurendeau.

C'était la première fois au Québec qu'on testait la capacité du scrutin majoritaire d'imposer pratiquement le bipartisme. Ce test devait être concluant. Le Bloc populaire, qui avait le vent dans les voiles pendant les mois précédant les élections, espérait même obtenir le tiers des votes.

Comme c'est le cas en 2003, on prévoyait une lutte à trois. Mais la nouvelle formation, mal organisée dans plusieurs régions, a vu son étoile pâlir au fur et à mesure du déroulement de la campagne. Plusieurs de ses sympathisants résolument nationalistes se sont finalement repliés sur la position autonomiste de l'Union nationale, comme aujourd'hui bon nombre de souverainistes progressistes le font avec le PQ, de crainte que les libéraux ne se retrouvent au pouvoir. Ainsi, le Bloc populaire n'a finalement recueilli que 15,2 % des suffrages, ce qui ne lui a valu que quatre députés (4,4 % des sièges), tandis qu'un candidat socialiste (CCF) était élu dans Rouyn-Noranda.

Le principal point saillant des élections de 1944 a toutefois été le renversement de la volonté populaire, car le Parti libéral, qui s'était classé premier dans les suffrages avec 40 % des votes contre 38,2 % pour l'Union nationale, s'est fait reléguer dans l'opposition avec 11 députés de moins.

C'était la première fois qu'un tel phénomène se produisait au Québec. Il s'est répété en 1966 et en 1998. A noter qu'il ne s'est jamais produit à Ottawa.

Les libéraux en voie de surmonter le handicap qui les affecte depuis 1944

On sait que ce phénomène est attribuable au handicap dont le Parti libéral souffre parce que ses appuis les plus massifs sont concentrés dans les circonscriptions à forte composante anglophone et allophone de Montréal ainsi que dans l'Ouest et certains secteurs des Cantons-de-l'Est et de l'Ouest de la Montérégie. Selon les calculs effectués par le politologue Louis Massicotte, de l'Université de Montréal, il aurait fallu, en 1998, quelque 300 000 voix (7,5 % des suffrages globaux) de plus au PLQ pour qu'il se fasse attribuer le même nombre de sièges que le Parti libéral.

En 1966, par exemple, les libéraux de Jean Lesage, qui avaient obtenu 150 000 voix (6,5 % des suffrages globaux) de plus que l'Union nationale de Daniel Johnson, s'étaient fait attribuer six sièges de moins. Ce handicap libéral, qui remonte à 1944 — jusqu'en 1935, il affectait les conservateurs —, a joué un rôle important dans le résultat de plusieurs élections depuis, et encore une fois en 1998, alors qu'il a été responsable d'un troisième renversement de la volonté populaire en 15 scrutins généraux.

Ainsi, les libéraux sont assurés, de scrutin en scrutin, d'un cousin appréciable de plus d'une trentaine de circonscriptions qu'ils remportent avec de fortes majorités. Mais ils tirent souvent de l'arrière de façon prononcée dans l'ensemble des 85 circonscriptions à forte prédominance francophone qui font et défont le gouvernement et où les majorités sont beaucoup moins substantielles. Les péquistes, au contraire, ne possèdent pratiquement plus de fortes terres, comme l'ont démontré

les dernières partielles. Leur position est fragile, comme l'a prouvé l'ascension inattendue de l'ADQ en 2002, qui a menacé de les faire presque disparaître de la scène parlementaire. Mais ils peuvent rebondir plus facilement, comme ils l'ont prouvé depuis décembre dernier.

Toutefois, les sondages Léger Marketing et CROP publiés jeudi indiquent que la légère avance que les libéraux avaient prise sur le Parti québécois depuis le débat des chefs, remporté par Jean Charest, se serait amplifiée ces derniers jours. A un point tel que ce parti serait en voie de surmonter le fameux handicap, tout comme Robert Bourassa en 1970, 1973, 1985 et 1989 ainsi que Jean Lesage en 1960 et 1962.

Le meilleur indice qu'une victoire libérale est possible — certains diront probable — est le fait que l'avance du PQ sur les libéraux, qui était de 14 points ces derniers jours, a été réduite entre cinq à dix points, selon les deux sondages.

Une fois que les libéraux ont surmonté leur handicap, ils engrangeront de généreux dividendes; on assiste alors à un transfert massif de sièges en leur faveur. C'est donc dire que si l'écart en faveur du Parti libéral dans les suffrages venait à dépasser 7 %, on verrait basculer plusieurs circonscriptions péquistes dans son giron à chaque nouveau point d'avance. Ainsi, en 1989, les libéraux, avec une majorité de 9,7 % sur le PQ dans les suffrages, s'étaient fait attribuer 73,6 % des sièges même s'ils en avaient perdu momentanément quatre aux mains du Parti Égalité dans leur forteresse de l'ouest de Montréal.

L'effet de nuisance de l'ADQ jouera un rôle important

Il ne faut pas non plus exclure la possibilité d'un gouvernement minoritaire où l'ADQ, malgré un nombre restreint de députés, détiendrait la balance du pouvoir. Il faut surtout tenir compte du fait que dans une campagne électorale où un tiers parti fort est en lice, un facteur revêt une importance presque aussi capitale que la proportion de votes obtenue par chaque parti au niveau national. C'est l'effet de nuisance que ce dernier peut avoir sur les deux principaux partis.

En 1944, par exemple, le Bloc populaire avait joué un rôle important sous cet aspect, de même que le Rassemblement pour l'indépendance nationale en 1966. Dans les deux cas, le phénomène avait défavorisé le Parti libéral, qui avait été devancé par l'Union nationale en ce qui a trait au nombre de députés, même s'il avait recueilli plus de votes que son adversaire.

Si les effets caractéristiques du scrutin majoritaire à un tour sont bien connus, on oublie souvent qu'une autre caractéristique de notre système électoral peut jouer un rôle aussi crucial et rendre les résultats souvent imprévisibles, surtout lorsqu'il y a plusieurs partis en lice. C'est le découpage du territoire national en 125 circonscriptions locales où se déroulent autant d'élections distinctes dont l'issue dépend de multiples impondérables qui résistent souvent des surprises. On peut donc s'attendre à ce que cela se produise dans un certain nombre de circonscriptions lundi. C'est ainsi, par exemple, que le chef unioniste Daniel Johnson avait expliqué sa courte victoire en 1966.

Les nombreux changements survenus depuis le 12 mars dernier démontrent une fois de plus que les campagnes électorales peuvent être déterminantes. Qu'on se rappelle notamment celle de 1984 sur la scène fédérale, où les libéraux de John Turner étaient partis vainqueurs mais où les conservateurs de Brian Mulroney avaient en bout de course remporté une victoire sans précédent.



Gil Courtemanche

Choisir le meilleur député

De toute cette campagne électorale, je me souviendrai d'un titre: «*Mon pays n'est pas un hôpital*», et d'une victoire de la société distincte québécoise: le renvoi aux oubliettes d'une aberration politique américaine et albertaine qu'est le néolibéralisme primaire proposé par l'ADQ.

Je n'ai pas lu cette lettre adressée au *Devoir*, mais son titre résumait magiquement un malaise profond que je ressentais depuis longtemps. Cette fixation sur le système de santé, cette exploitation des listes d'attente, ces énumérations fastidieuses des erreurs du système dont les médias font leurs cotes d'écoute, toute cette crise qui n'en est pas une ne mérite pas qu'un parti dise, pour garantir sa grandeur d'âme, que les Québécois ont le choix entre un référendum et un système de santé.

Nous possédons un système de santé parmi les meilleurs au monde et qui souffre de tous les maux provoqués par le vieillissement de la population, la médecine de pointe de plus en plus coûteuse, le monopole des sociétés pharmaceutiques sur des médicaments pointus et onéreux, le mode de rémunération des médecins, etc.

Nous serions bien la seule société occidentale à changer de gouvernement parce qu'un parti nous promet d'attendre 30 minutes de moins à l'urgence. Non, M. Charest, mon pays n'est pas une urgence, c'est un tout. Et sur le reste, vous nous parlez comme un comptable de PME frileuse qui ne possède même pas un petit rêve pour la compagnie. Vous allez probablement recueillir plus de voix que le PQ, comme lors des dernières élections, et vous retrouverez encore deuxième. Je ne vous ai pas encore entendu faire un seul discours sur le scrutin proportionnel qui ferait probablement de vous un premier ministre.

La montée vertigineuse et la descente aux enfers de l'ADQ illustrent bien l'absurdité de l'information politique au Québec. Inventée par Lucien Bouchard et Jacques Parizeau lors du référendum de 1995, la crédibilité de l'ADQ, qui n'était qu'un mignon réfractaire et qui ne comptait que quelques centaines de membres, a été relayée, amplifiée par des médias qui ne sont que le miroir des événements officiels qu'ils couvrent. Les victoires surprenantes pour certains de l'ADQ dans quelques élections partielles ont eu un effet d'ouragan. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, que pensent-ils vraiment?

Avant ces victoires, personne n'avait pris la peine d'écouter un seul discours de Mario Dumont ou de lire un seul article de son programme. C'est toute la société qui, tout à coup, s'est demandé, il y a à peine un an, ce que serait le Québec de Mario Dumont. Les journalistes se sont mis à lire, les syndicats aussi, les groupes communautaires, les activistes régionalistes qui avaient été séduits par l'apparente souplesse de l'approche au développement de l'ADQ.

Et on a découvert l'horreur. Ce n'est ni le changement ni le progrès que souhaitait ce sympathique père de famille, c'était la destruction de ce que le Québec moderne avait réussi à construire, libéraux et péquistes confondus: une société moins injuste que beaucoup d'autres.

Le PQ, pour faire plaisir à ses membres, nous propose un autre référendum dont nous ne voulons pas, mais pour nous faire oublier cette pilule, il nous fait miroiter la semaine de quatre jours. Nous avons donc le choix entre un hôpital et une semaine de travail écourtée, ce qui nous donnera sûrement le temps d'attendre à l'urgence. La promesse est improvisée, tout comme le discours à nouveau social-démocrate.

En perdant dans les sondages il y a six mois, le PQ a redécouvert que ses militants étaient souverainistes mais que sa majorité était progressiste. Depuis longtemps, parti de pouvoir et non pas de changement, vieux parti comme les deux autres, il lui fallait s'adapter pour être réélu. Il a pris le seul chemin que les deux autres refusaient, celui de la compassion, de l'équité. Comment faire confiance à ces gens qui vont selon le vent? Impossible.

Durant cette campagne électorale, aucun des problèmes fondamentaux des sociétés occidentales n'a été abordé par ces partis. Pas un mot sur le déficit démocratique, silence absolu sur la pauvreté, impasse totale sur l'inégalité de la répartition des richesses. Ces partis sont des machines à paroles professionnelles. Ils ne nous proposent rien. Que faire? Ne pas voter? Aller vers l'UFP? Pourquoi pas, même s'il n'existe pas d'union ni de forces populaires dans cette coalition de marxistes plus ou moins repentis. Mais à bien y penser, non.

Aucun parti ne mérite notre appui enthousiaste. Il faut voter pour des hommes et des femmes qui se battent pour le logement social, pour la réforme du scrutin, pour un revenu citoyen, pour la participation des citoyens au pouvoir, pour le pouvoir régional. Et il faut aussi élire d'autres personnes qui ne partagent pas toutes ces idées mais dont la compétence et l'honnêteté les rendent indispensables.

Il faut absolument élire le seul candidat de gauche qui possède une mince chance, Amir Khadir, de l'UFP, parce qu'il est un homme de parole et de courage, mais surtout parce que le Québec ne sera pas démocratique tant que la gauche sera absente de l'Assemblée nationale. Puis d'autres, comme Bernard Landry, Yves Séguin, Jean-Paul Charbonneau, Louise Harel, Richard Legendre. Choisir le meilleur député et non pas le parti. Ce serait un premier pas dans l'appropriation de la démocratie.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (étoile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), José Boileau, Julie Carpentier (sport), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duchesne et Christine Dumazet (relateurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzette; Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); La documentation: Gilles Paillé (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Lesgault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice de la promotion et de la distribution), Monique Leclerc, Yvonne Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

SANTÉ

EN BREF

Professeurs de dissection demandés

(ASP) — Les cours de dissection humaine dans les écoles de médecine américaines sont de plus en plus boudés par les professeurs, au point où le recrutement de personnel qualifié au sein des départements d'anatomie devient difficile. Selon l'Association américaine des anatomistes, l'engouement des chercheurs pour les nouvelles spécialités, où l'on s'intéresse davantage aux cellules et aux gènes qu'aux organes, ne serait pas étranger à cette pénurie. Certes, des méthodes alternatives, telles que l'imagerie virtuelle, ont fait leur apparition dans les classes d'anatomie. Mais qui voudrait encore être opéré par un chirurgien qui n'a jamais touché à une vésicule biliaire?

Les « supergoûteurs »

(ASP) — Êtes-vous un homme au goût très aiguïté? Prenez garde, vous pourriez développer un cancer du côlon! Une étude américaine menée auprès de 200 hommes de plus de 65 ans a démontré que les « supergoûteurs », ces gens dont le sens du goût se révèle supérieur à la plupart des autres, présentent un nombre plus important de tumeurs au côlon. Leur malchance ne s'arrête pas là. En raison de leur grande sensibilité aux saveurs amères, ces « supergoûteurs » tendent à privilégier une diète pauvre en légumes et sont souvent plus gras que les autres — deux éléments qui favorisent le cancer du côlon. Enfin, les résultats d'une autre étude menée par les mêmes chercheurs des universités Yale et de Detroit démontrent que des infections répétées aux oreilles peuvent altérer les mécanismes nerveux entre le goût et la langue, ce qui entraîne une hypersensibilité de la langue aux matières grasses. Résultat: ils mangent plus et deviennent plus souvent obèses. Et là aussi, les « supergoûteurs » sont plus nombreux.

Lèpre montréalaise

(ASP) — Difficile de croire qu'on est au XXI^e siècle lorsqu'on apprend que la lèpre frappe encore 700 000 personnes par année, la plupart en Afrique et en Inde. Mais on apprenait récemment que quelques milliers de cas se retrouvent jusqu'aux États-Unis chaque année. Or une équipe de McGill vient d'annoncer avoir identifié un gène lié à cette terrible maladie. Celle-ci, à propos de laquelle on retrouve des témoignages jusque dans des écrits de l'Antiquité, il y a plus de 2000 ans, est causée par une bactérie. Mais ce que l'équipe montréalaise a découvert, en compagnie de collègues français et vietnamiens, c'est un gène qui nous rend susceptible d'accueillir à bras ouverts cette bactérie. L'étude était dirigée par le Dr Thomas Hudson, du Centre de génomique de Montréal, et est parue dans une édition récente de l'édition en ligne de la revue britannique *Nature Genetics*. Il existe depuis longtemps des traitements contre la lèpre. Mais si ceux-ci sont pris trop tard, le mal peut avoir eu le temps de causer d'importants dommages à la peau, voire au système nerveux.

Le virus du Nil occidental

(ASP) — Le printemps est de retour et, avec lui, les conjectures sur le désormais célèbre virus du Nil occidental. Les biologistes savaient déjà que ce virus, outre les humains, se propageait chez les chevaux. Mais voici qu'on apprend qu'il peut aussi se propager chez les crocodiles: trois de ces bestioles de Floride auraient été infectées, selon un rapport déposé par les National Institutes of Health des États-Unis. Pour être encore plus rassurants, les chercheurs ajoutent que des centaines de décès survenus ces dernières années chez les alligators d'élevage, en Floride, pourraient être en partie attribuables au virus depuis qu'il a fait son entrée en Amérique du Nord, en 1999.

Soigner sous les bombes



Un jeune Irakien de six ans reçoit des soins après avoir été blessé lorsqu'une bombe a frappé la maison familiale, à Bagdad.

JERRY LAMPEN REUTERS

Le sort des blessés de la guerre en Irak ne tient qu'à un fil

De tout temps, les civils ont fait les frais des conflits armés pendant que les médecins et les infirmières au front tentent de réparer les énormes «bavures» causées par la guerre. Avec un bilan chiffrant à au moins 1200 le nombre de victimes civiles, la guerre en Irak ne fait pas exception. L'image terrifiante d'Ali Ismaïl Abbas, ce garçon de 12 ans amputé des deux bras et brûlé à vif par une déflagration, a marqué le monde entier et illustre les conditions indicibles dans lesquelles sont aujourd'hui plongés les patients et le système de santé de ce pays en déroute.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

« **D**imanche, l'hôpital a admis 19 victimes, dont plusieurs enfants. L'un d'eux est décédé dans le bloc opératoire et trois autres sont morts peu après leur arrivée. Les principaux traumatismes étaient dus à des éclats d'obus et à des projections de débris. Deux jours auparavant, nous étions présents lors d'opérations sur deux garçons souffrant de blessures abdominales par des éclats. Il n'y avait pas de perforations de l'intestin mais de sérieuses lésions au foie et aux reins. Ces cas ont frustré et attristé l'équipe. »

Ainsi témoignait le 31 mars dernier le Dr Morten Rostrup, membre de l'équipe internationale de Médecins sans frontières (MSF) dépêchée à Bagdad, faisant le triste bilan de la journée alors que tombait une pluie de bombes sur la capitale irakienne et ses habitants.

Souvent appelée médecine de brousse, la médecine de guerre rime nécessairement avec équipements de fortune, absence de médicaments, et tout cela pour soigner des patients parmi les plus grièvement blessés. Pour ajouter à l'horreur, plusieurs hôpitaux d'Irak, débordant de patients, sont aujourd'hui mis à sac, dépouillés de leurs ressources déjà rares, sans compter leur personnel qui est en fuite.

Selon le Dr Amir Khadir, un médecin québécois qui a fait rapport sur l'état du système de santé irakien pour Médecins du monde (MDM) en décembre dernier, il est facile d'imaginer la situation qui règne dans les hôpitaux de Bagdad et d'autres grandes villes du pays.

« Quand j'ai visité l'Irak, il manquait 40 000 infirmières dans le pays. Il manquait aussi 980 ambulances. Ce qu'on doit craindre le plus pour les malades, c'est l'absence de soins préhospitaliers et posthospitaliers », croit Amir Khadir.

Or les soins d'urgence, administrés avant l'arrivée à l'hôpital pour stabiliser les malades, constituent à son avis le chaînon crucial pour sauver la vie des civils blessés par des bombardements. « Chez les civils, ce

sont surtout des perforations aux organes creux que l'on observe quand des éclats traversent la paroi abdominale. Il y a aussi les poumons qui brûlent à cause de la chaleur des explosions. Je suis certain que les chirurgiens sont capables d'opérer, mais réussit-on à stabiliser les gens avant leur transport à l'hôpital? On peut mourir de saignements avant même d'avoir pu se rendre à l'hôpital », insiste le Dr Khadir.

Le chaînon manquant

Les militaires américains, eux, en savent quelque chose. Les soins préhospitaliers sont le talon d'Achille de la médecine de guerre. Au cours du conflit au Vietnam, on estime que plus de 2500 soldats américains, blessés aux jambes et aux bras, sont morts au bout de leur sang, faute d'avoir pu recevoir à temps les soins d'urgence. Un simple garrot aurait pu leur sauver la vie.

Aujourd'hui, chaque soldat est équipé d'une sangle de tissu munie d'une pince à une extrémité leur permettant d'« autogarroter » d'une seule main un membre sanguinolent, en attendant l'arrivée des premiers secours. L'armée dispose aussi de nouveaux bandages hémostatiques sophistiqués, sortes d'éponges à 90 \$ pièce, qui collent à la plaie et la scellent littéralement pour empêcher l'hémorragie.

Mais à Bagdad, à défaut de ce genre de gadgets sophistiqués, on peut s'attendre à ce que plusieurs civils meurent au bout de leur sang. « Pour stabiliser les blessés, il faut non seulement faire un garrot mais installer un soluté pour éviter la déshydratation. Si on n'a rien de cela et que le malade est transporté dans le coffre d'une voiture, les chances de s'en sortir sont moins bonnes », affirme le Dr Khadir, infectiologue à l'hôpital de Le Gardeur.

Avec un flot de blessés abondants — certains médias font état de quelque 100 nouveaux blessés graves chaque jour —, le Dr Khadir craint aussi que plusieurs patients rescapés sur la table d'opération ne décèdent de complications qui seront favorisées par le manque de soins postopératoires adéquats et des infections galopantes.

En effet, l'Irak est pourvu de chirurgiens

et d'orthopédistes parmi les mieux formés mais affiche un criant manque de personnel infirmier et de personnel médical pour soigner les malades. Dans certains hôpitaux, on comptait deux infirmières pour 60 patients avant le début de la guerre, affirme le Dr Khadir. Qui sait ce qu'il en reste aujourd'hui...

La tâche des chirurgiens

Selon le Dr Dave Green, un médecin de Vancouver qui est allé prêter main-forte lors de la guerre en Afghanistan pour Médecins sans frontières (MSF), l'absence de certains analgésiques et d'une foule de médicaments va compliquer passablement la tâche des chirurgiens irakiens, même les plus compétents.

« Le manque d'anesthésiques ou d'oxygène peut empêcher les médecins de faire certains types d'opérations, notamment celles au cerveau. Or, dans ce genre de conflit, il y a souvent des blessures à la tête dues aux éclats et aux débris projetés par les bombes », dit-il.

Ce dernier anticipe encore davantage le sort des patients qui s'entasseront dans les hôpitaux dans les semaines qui viennent. Lui aussi s'inquiète du risque d'infections et craint que le manque de soins postopératoires n'entraîne un bien plus grand nombre de pertes de vie.

Le Dr Bruce Lampard, médecin urgentologue du Sunnybrook Hospital de Toronto qui a servi lors de récentes missions de MSF au Nigeria et en Afghanistan, croit aussi que la principale difficulté du système de santé sera de faire face à un flot aussi important de patients. « Très rapidement, le personnel sera épuisé et les mesures d'hygiène de base pour éviter les infections seront très difficiles à maintenir », pense-t-il.

Chez les victimes brûlées par des bombardements, qui nécessitent des soins complexes, le risque d'infection est démultiplié. « Même dans nos systèmes hospitaliers modernes, ce sont des cas complexes à traiter », juge le Dr Lampard. Les fractures « ouvertes », qui sont des nids propices à l'infection, sont aussi les plus mortelles. « Pour guérir ce type de fractures, il faut intervenir sur les os, ce qui nécessite des conditions d'hygiène idéales. Ces conditions sont sûrement peu présentes en Irak à l'heure actuelle », dit-il.

Pour lutter contre l'infection, on sait que les hôpitaux irakiens sont totalement démunis. Même avant la guerre, la plupart disposaient tout juste des antibiotiques de base. « Il y a beaucoup de médicaments vendus sur le marché noir, à fort prix, donc surtout accessibles à l'élite. Dans le système de soins public, les pharmacies sont vides. Ils n'ont pas accès aux antibiotiques intraveineux très effi-

caces pour combattre l'infection », explique le Dr Khadir.

Pour ajouter au désastre, on sait que plusieurs hôpitaux du sud du pays sont aujourd'hui privés d'eau et d'électricité et peinent à stériliser leur matériel. À l'Hôpital général de Bassora, sans électricité, les médecins en sont réduits à regarder, impuissants, dépérir leurs malades.

« Nous n'avons aucun médicament. Nous avons une banque de sang mais pas de sang, plus de courant et plus d'espoir. Ce malade est maintenu en vie grâce à des perfusions mais il ne pourra tenir plus de deux ou trois jours », expliquait hier à l'Agence France Presse l'un des responsables de cet hôpital.

On espère toujours, à Bagdad et ailleurs, que des convois en partance d'Irak ou du Koweït, transportant les équipements médicaux de base et de l'eau stérilisée, puissent atteindre les principaux hôpitaux au cours des prochains jours.

Ironiquement, sur le territoire irakien, seules les forces armées coalisées disposent actuellement des ressources médicales nécessaires pour venir en aide aux blessés civils.

Selon *The New York Times*, au cours des 18 derniers mois, en prévision de cette opération militaire en Irak, des centaines de soldats américains ont reçu un entraînement médical hors du commun — similaire à celui reçu par le personnel paramédical des services ambulanciers —, histoire de minimiser le nombre de pertes en vies humaines dans leurs troupes.

La médecine de guerre rime avec équipements de fortune, absence de médicaments, et cela, pour soigner des patients parmi les plus grièvement blessés.

L'équipement médical militaire a aussi été complètement revu et modernisé, et l'armée terrestre est désormais dotée d'ambulances blindées, équipées d'unités de soins intensifs à la fine pointe de la technologie et capables d'évacuer des blessés graves en plein champ de bataille.

Au cours de la dernière année, dans un camp spécialisé de San Antonio, au moins 200 soldats par semaine ont ainsi été entraînés à administrer les soins de survie à des mannequins hypersophistiqués reliés à des ordinateurs. À 37 000 \$ pièce, ces poupées-soldats ultraréalistes non seulement disposent d'un poulx artificiel mais peuvent même saigner si une balle les atteint, et simuler un arrêt cardiaque ou un affaissement du poumon.

Les apprentis médecins de la US Army y ont aussi appris à garrotter des plaies ouvertes, à intuber des patients, à injecter des solutions intraveineuses pour assurer la survie d'un blessé jusqu'à son évacuation vers l'hôpital de campagne. Bref, à tout ce dont les civils irakiens pourraient avoir bien besoin à l'heure actuelle.